

# MARCHE INTERNATIONAL DE **RUNGIS**

RAPPORT ANNUEL **2007**



La **qualité**  
passe par  **Rungis**

# SOMMAIRE

**L'ESSENTIEL** • 1 Profils • 2 Au cœur de la vocation du Marché de Rungis • 4 Rungis chiffres clés • 6 Les Temps forts • 8 Messages des Présidents.

**LES ACTIVITES** • 11 Le Marché de Rungis dans son environnement international • 12 Les fruits et légumes • 16 Les produits carnés • 20 Les produits de la mer et d'eau douce • 24 Les produits laitiers et produits traiteurs • 28 L'horticulture et la décoration.

**RUNGIS ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE** • 32 Investissements • 34 Maintenance • 36 Logistique • 38 International.

# Profils

Près de 30 000 professionnels se retrouvent chaque jour sur le Marché. Mais qui fait quoi à Rungis ?

## Elle anime...

La SEMMARIS emploie 215 salariés pour mener à bien ses quatre grandes missions : aménager et exploiter les bâtiments et les équipements nécessaires à leur bon fonctionnement, commercialiser les surfaces disponibles dans ces bâtiments, accueillir et protéger les usagers du Marché et, enfin, dynamiser son activité par des actions de marketing et de communication ainsi que par des missions de conseil et d'ingénierie.

## Ils vendent sur le marché physique...

456 entreprises grossistes employant plus de 7 000 salariés vendent aux professionnels du commerce de détail et de la restauration : 211 des fruits et légumes, 78 des fleurs et des plantes ornementales, 65 des produits carnés, 36 des produits de la mer et d'eau douce, 36 des produits traiteurs, 30 des produits laitiers, auxquels s'ajoutent 108 producteurs horticoles, 66 producteurs de fruits et légumes, 41 accessoiristes.

## Ils accompagnent...

96 entreprises de transport et 179 entreprises de services divers. Mais aussi 175 sociétés de courtage ou d'import-export, 21 banques, compagnies d'assurance ou sociétés de crédit, 21 restaurants et bars. Et enfin 57 organisations professionnelles, syndicats ou associations et 8 administrations.

## Ils achètent...

Le Marché de Rungis a enregistré plus de 6,6 millions de passages en 2007. Parmi eux, Rungis Accueil a créé 3 586 nouvelles cartes d'acheteur, en progression de 2 % par rapport à 2006 : 40 % ont été remises à des professionnels du commerce de détail en magasin, 14 % à des commerçants de marché et 15 % à des restaurateurs.

## Ils trouvent du travail...

Créé en 2006 par la SEMMARIS en partenariat avec l'ANPE, Rungis Emploi œuvre à faciliter les recrutements des entreprises du Marché. Plus de 80 emplois à durée indéterminée ont pu être ainsi pourvus ainsi que nombre de contrats à durée déterminée durant la période des fêtes de fin d'année.



# Au cœur de la vocation du Marché de Rungis

**La qualité est un combat d'avenir.** A la croisée des chemins économiques et nutritionnels, la qualité est le leitmotiv de Rungis, en cohérence avec la mission de service public du MIN.

**Le COMBAT** **Le QG** **Les TROUPES** **Les DÉCORATIONS** **Votre AVIS** **Tout SAVOIR**

## LA QUALITÉ EST UN COMBAT D'AVENIR

*Engagez-vous, rengagez-vous pour la qualité*

★ La Campagne

Donnez-nous VOTRE AVIS



**“La qualité est un combat d'avenir.”** La campagne de communication 2007 du Marché de Rungis a décliné ce thème directeur ! Objectif : convaincre les consommateurs que le MIN est bien le lieu privilégié de défense des valeurs de qualité, de professionnalisme et de proximité. Avec des visuels évoquant l'effort de guerre des campagnes alliées durant la seconde Guerre Mondiale, ces messages visaient à inciter les clients franciliens à soutenir leurs commerçants et restaurateurs, en leur témoignant de leur soutien actif et engagé. Aux mois de mai et juin 2007, la SEMMARIS a mis en œuvre un plan média optimal pour relayer ce discours. Une campagne d'affichage sur le boulevard périphérique Porte de Versailles offrait au regard de neuf millions de contacts (200 000 véhicules par jour) six affiches de six mètres carrés. Puis 2 500 affiches étaient apposées au mois de juin dans

les transports d'Ile-de-France – métro, RER et grandes lignes – pour générer plus de 150 millions de contacts. Et, dans la foulée, une campagne nationale radio a été entendue sur les ondes d'Europe 1 et de RTL, avec plus de 41 spots diffusés auprès de neuf millions d'auditeurs.

### Un site Internet spécifique

Enfin, un site Internet spécialement conçu pour l'occasion proposait sur [www.combat-avenir.com](http://www.combat-avenir.com) de participer à ce combat, annoncé par des bandeaux vus par plus de six millions d'internautes sur le site [aufeminin.com](http://aufeminin.com). Outre des relais en presse spécialisée, les professionnels, quant à eux, ont reçu un mailing leur offrant un macaron adapté à leur métier leur permettant de signaler leur mobilisation en faveur de la qualité : **“je me fournis à Rungis.”**



Combinant qualité, choix et fraîcheur, l'offre du Marché de Rungis correspond parfaitement aux attentes affirmées par les consommateurs. Tous les sondages le démontrent, ces derniers attendent des aliments sûrs au plan sanitaire, bénéfiques pour la santé et irréprochables quant à leur goût. Mais la baisse du poste alimentation dans le budget des ménages, ainsi que les difficultés rencontrées par les commerçants de détail, ont largement justifié ce positionnement de combat, sur un ton humoristique bien sûr.

#### PRODUITS FRAIS ET PRIX

##### Les Entretiens de Rungis, éclaireurs de débat

En se focalisant le 25 septembre 2007 sur le prix des fruits et légumes et du poisson, les seconds Entretiens de Rungis ont été pionniers dans le débat qui s'est ouvert en France sur le coût des denrées alimentaires face aux inquiétudes grandissantes des ménages quant à leur pouvoir d'achat.

Grâce à une étude menée par le Crédoc auprès de 1 013 consommateurs, un réel décalage a été révélé entre la réalité des augmentations de prix et leur perception par l'opinion. Toutefois, la baisse structurelle de la consommation des produits frais apparaît comme un phénomène lié avant tout à un effet générationnel. Le remède ? Une meilleure information sur la formation des prix au sein de ces filières, associée à une communication amplifiée sur les atouts nutritionnels et gustatifs des produits frais.

Déjà, le thème des premiers Entretiens de Rungis, organisés en juin 2006, avait fait l'objet en 2007 d'une publication intitulée "Pratiques actuelles de gestion en restauration commerciale indépendante", comprenant 33 fiches de synthèse fondées, notamment, sur l'étude réalisée pour l'occasion par Conso CHD sur le coût matière en restauration.

Durant ce colloque, le ministre des PME, du Commerce, de l'Artisanat et des Professions libérales avait annoncé la création d'un statut de "Maître restaurateur" qui, depuis, a fait l'objet d'un décret daté du 14 septembre 2007.

#### NUTRITION

##### Rungis au service de la jeunesse

Le 30 janvier 2007, le Conseil général du Val-de-Marne a organisé un colloque intitulé "Nutrition Santé Adolescences" en association avec l'Institut de Veille Sanitaire. L'un de ses objectifs était de présenter les résultats du programme "Alimentation des jeunes" mis en place dans 48 collèges et lycées du département et dont le Marché de Rungis est un partenaire actif. Après avoir notamment contribué à la distribution de fruits dans les établissements scolaires, ce dernier a élargi son action, en 2007, à la formation des cuisiniers et gestionnaires des collèges sur les produits et les filières d'approvisionnement.

#### VISITES

##### A la découverte du Marché

Près de 1 500 visiteurs découvrent chaque mois le MIN de Rungis, avec un pic d'affluence durant le Salon de l'agriculture : plus de 3 150 visites ont ainsi été recensées au mois de mars 2007. Sur l'origine de ces visiteurs, on compte 40 % d'écoles hôtelières et de restauration françaises ou étrangères, 20 % d'agriculteurs, 20 % de professionnels étrangers et 20 % de touristes.

Par ailleurs, quinze professeurs de l'Education nationale ont participé au mois de juillet à un stage en entreprise sur le Marché dans le cadre de Rungis Education. Objectif : appréhender la fonction approvisionnement au sein d'un marché de gros à destination de la RHF et de la GMS.

Notons au passage que Rungis Education s'est doté d'un espace Internet spécifique en 2007, accessible sur le site du Marché, [www.rungisinternational.com](http://www.rungisinternational.com). Enseignants et élèves peuvent y trouver des sources documentaires et des dossiers pédagogiques, ainsi que des informations sur le Marché, les produits frais, l'emploi et la formation.

# Rungis chiffres clés

## FREQUENTATION DU MARCHÉ :

**6 654 197 entrées**, soit une variation de **+ 0,55 %** par rapport à 2006

## ARRIVAGES :

**1 508 380 tonnes** de produits alimentaires, soit une variation de **- 2,7 %** par rapport à 2006

## OCCUPATION DES SURFACES LOUABLES :

**883 975 m<sup>2</sup>** de locaux, soit **93,71 %** de taux d'occupation

## PROGRAMME D'INVESTISSEMENT SEMMARIS :

**11,83 millions d'euros**

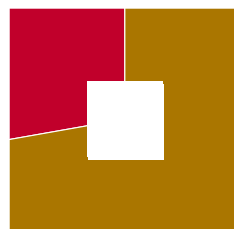
## FREQUENTATION DU SITE INTERNET SEMMARIS : [www.rungisinternational.com](http://www.rungisinternational.com)

Nombre de visites : **766 355**, soit **+ 13,10 %**

Nombre de pages vues : **2 229 862**, soit **+ 17,38 %**

### CHIFFRE D'AFFAIRES DES ENTREPRISES DU MARCHÉ

(en millions d'euros)



**5 260** Grossistes  
**2 007** Autres activités

**7 267 M€**

chiffre d'affaires 2006

**+ 0,5 %**

estimation de la variation  
2007/2006

### CHIFFRE D'AFFAIRES DES GROSSISTES SUR LE MARCHÉ

(en millions d'euros)



**2 310** Fruits et légumes  
**768** Produits laitiers, Produits traiteurs,  
alimentation générale  
**1 357** Produits carnés  
**587** Produits de la mer et d'eau douce  
**238** Horticulture et Décoration

**5 260 M€**

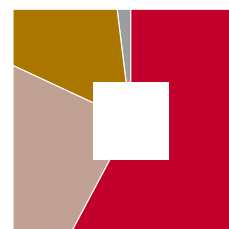
chiffre d'affaires 2006

**+ 0,1 %**

estimation de la variation  
2007/2006

### CHIFFRE D'AFFAIRES DES AUTRES ACTIVITES SUR LE MARCHÉ

(en millions d'euros)



**1 162** Courtiers  
et sociétés d'import-export  
**486** Transports  
**324** Activités diverses et services  
**35** Producteurs

**2 007 M€**

chiffre d'affaires 2006

**+ 1,2 %**

estimation de la variation  
2007/2006

## ARRIVAGES (en tonnes)

	2007	Variation 2007/2006
Fruits et Légumes	884 705	- 4,4 %
Produits Carnés	319 523	+ 0,3 %
Produits Laitiers et Avicoles	69 388	- 9,4 %
Produits Traiteurs et d'Alimentation Générale	91 158	- 0,1 %
Produits de la Mer et d'Eau Douce	143 606	+ 4,3 %
<b>Total</b>	<b>1 508 380</b>	<b>- 2,7 %</b>
Fleurs coupées <sup>(1)</sup>	31 340	+ 0,1 %
Plantes en pot <sup>(2)</sup>	17 487	- 2,9 %

Arrivages : (1) En milliers de bottes, (2) En milliers de pots - Source : SEMMARIS.

### NOMBRE D'ENTREPRISES SUR LE MARCHÉ



- 355** Fruits et légumes
- 112** Produits laitiers, Produits traiteurs, alimentation générale
- 83** Produits carnés
- 56** Produits de la mer et d'eau douce
- 208** Horticulture et Décoration
- 414** Autres activités

**1 228**  
entreprises

### EFFECTIFS EMPLOYES SUR LE MARCHÉ



- 3 533** Fruits et légumes
- 1 550** Produits laitiers, Produits traiteurs, alimentation générale
- 1 525** Produits carnés
- 896** Produits de la mer et d'eau douce
- 671** Horticulture et Décoration
- 4 058** Autres activités

**12 233**  
employés

### REPARTITION DES ARRIVAGES DE PRODUITS ALIMENTAIRES SUR LE MARCHÉ (en %)



- 59** Fruits et légumes
- 21** Produits carnés
- 5** Produits laitiers
- 6** Produits traiteurs et alimentation générale
- 9** Produits de la mer et d'eau douce

# Les Temps forts



## JANVIER

- Bilan de 5 ans de distributions gratuites de fruits et légumes dans les collèges et lycées du Val-de-Marne lors du colloque Nutrition Santé Adolescents.

## FEVRIER

- Lancement du portail Internet Rungis Education.
- Mission export à Dubaï à l'occasion du Gulfood.

- Rungis partenaire produits de l'Hommage rendu à Paul BOCUSE durant 3 jours à Monaco, en présence de 300 personnalités du monde de la restauration. **1**

## MARS

- Rungis expose sur le Salon du sandwich et de la restauration rapide.

## MAI

- Traditionnelle remise du muguet à l'Elysée le 1<sup>er</sup> mai. **2**

## MAI & JUIN

- Mois des actions de communication à destination du consommateur :
  - campagne de publicité dans les transports en commun ; **4**
  - participation à Paris Fête ses Marchés et à la Fraîch'Attitude ; **3**
  - promotion dans les Brasseries du groupe Flo.

## JUIN

- Mission export en Lettonie.





6



7



9



8



10

- Remise du prix littéraire 2007 de la Commanderie des Ambassadeurs Gastronomes de Rungis à Yannick ALLENO et Kazuko MASUI. **5**

## JUILLET

- Signature de l'accord de partenariat entre les Marchés de gros de Rungis et Madrid. **6**

## SEPTEMBRE

- 2<sup>e</sup> édition des entretiens de Rungis sur la perception des prix par le consommateur et les mécanismes de formation des prix. **7**

- Des centaines de ballons offerts aux acheteurs du Marché à l'occasion de la Coupe du Monde de Rugby.

## OCTOBRE

- Pose de la première pierre du nouveau Marché de Gros de Shanghai. **8**
- Fête de la pomme sur le Carreau des producteurs franciliens. **9**

## NOVEMBRE

- Grand concours de la Poularde de Bresse à Rungis à l'occasion des 50 ans de l'AOC. **10**

- Ouverture du bureau de représentation du Marché de Rungis à Londres et signature d'un accord de coopération entre New Coven Garden Market et Rungis.

- Les Artisans Tripiers fêtent leurs 100 ans.

## DECEMBRE

- Les produits festifs sont à l'honneur.

# Messages des Présidents

“Nous disposons de moyens accrus pour notre développement.”



Marc Spielrein  
Président de la SEMMARIS



## Dans quel contexte a évolué le Marché de Rungis durant l'année 2007 ?

**M.S.** Malgré une croissance mondiale de l'ordre de 4,5 %, 2007 aura été une année de croissance relativement faible en France, quel que soit le chiffre définitif retenu. En outre, si le pouvoir d'achat des Français a augmenté, ce dernier s'est trouvé amputé par les hausses du prix de dépenses obligatoires importantes comme le logement, l'énergie ou le carburant. Dans ce contexte, la consommation alimentaire s'installe de plus en plus dans le budget des ménages comme une variable d'ajustement, d'autant que le prix des denrées alimentaires tend, lui aussi, à augmenter, parallèlement à l'évolution des matières premières.

## Comment cette conjoncture a-t-elle influencé l'activité du Marché ?

**M.S.** La demande alimentaire n'a pas été, en effet, très dynamique, même si l'on peut observer avec intérêt un redémarrage satisfaisant de l'hôtellerie et de la restauration hors foyer. Sur le Marché de Rungis, la tendance est à la stabilité et nos parts de marché sont conservées. Cette stabilité provient pour beaucoup de la grande diversité de notre clientèle : restaurateurs, commerçant indépendants, grande distribution, exportation... Cette diversité rend notre activité moins sensible aux variations ponctuelles de conjoncture.

## 2007 a été l'année de nombreuses opérations de la SEMMARIS à l'international...

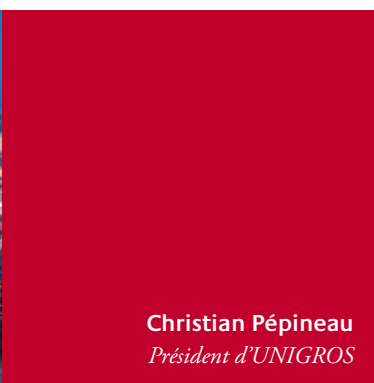
**M.S.** De nombreuses pistes internationales ont en effet commencé à se concrétiser. En ce domaine, nous menons deux types d'actions qui s'enrichissent l'une l'autre : d'une part, le conseil pour la conception ou la modernisation de marchés de gros, d'autre part, le développement de la marque Rungis à l'international et le soutien de nos activités à l'exportation.

## 2007 aura également été l'année de l'ouverture du capital de la SEMMARIS.

### Quelles en sont les conséquences ?

**M.S.** L'ouverture du capital de la SEMMARIS ne modifie en rien le fonctionnement du Marché, ni bien sûr sa stratégie. Elle conforte même cette dernière en nous donnant des moyens financiers accrus pour son développement, grâce à un endettement considérablement réduit et des fonds propres qui ont plus que doublé. J'ajoute que l'expertise d'ALTAREA nous apportera des savoir-faire complémentaires dans la réalisation de nos projets.

“Inventer des produits et services nouveaux.”



**Christian Pépineau**  
*Président d'UNIGROS*

**Que reprenez-vous de l'activité des entreprises du Marché de Rungis en 2007 ?**

**C.P.** 2007 a été une année difficile. Malgré la campagne nutritionnelle favorable à leur consommation, les fruits et légumes ont été pénalisés, non seulement par de mauvaises conditions climatiques, mais également par la focalisation de l'attention portée sur les prix. Pourtant, les Entrepôts de Rungis ont bien montré l'écart qu'il pouvait y avoir entre la perception qu'en ont les consommateurs et leur réalité. De même, la conjoncture mondiale a entraîné une hausse des matières premières qui a impacté d'autres secteurs, les produits laitiers notamment, et tout particulièrement le secteur des volailles qui a subi l'augmentation des cours des céréales.

**Comment pourrez-vous répondre à cette tension sur les prix ?**

**C.P.** Tandis que la consommation de produits alimentaires frais tend à diminuer, le débat sur l'inflation me semble un peu malvenu en la matière. Avec un budget alimentaire passé de 19 % à 14 % de leurs dépenses en dix ans, les Français voudraient s'alimenter mieux pour moins cher... C'est un vrai challenge pour nous. D'autant que l'évolution des modes de consommation nous oblige à innover sans cesse, pour mieux servir la restauration hors domicile ainsi que pour contribuer à relancer le commerce traditionnel.

**Par quels moyens passera cet effort d'innovation ?**

**C.P.** Il s'agit d'inventer des produits ou des services nouveaux adaptés aux attentes des consommateurs, par exemple à leur façon de cuisiner chez eux ou de déjeuner à l'extérieur. La création d'un Nutripole francilien, dont le projet est activement soutenu par le ministère de l'Agriculture et la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, nous apportera des outils très utiles pour cela. Car le développement du Marché est une nécessité absolue. A ce titre, l'élargissement de notre clientèle à l'Europe tout entière s'intensifie, aidée en particulier par la présence du Marché sur de nombreux salons étrangers.

**Comment réagissez-vous à la nouvelle composition du capital de la SEMMARIS ?**

**C.P.** Cela a été l'événement majeur de la fin de l'année 2007. Même si les entreprises du MIN ne renoncent pas à leur propre intention de monter au capital de la SEMMARIS pour témoigner de leur implication dans la gestion du Marché, elles accueillent le nouvel actionnaire en souhaitant ardemment qu'il partage leur ambition pour le Marché.

# LES ACTIVITES

**SOMMAIRE** • 11 Le Marché de Rungis dans son environnement international • 12 Les fruits et légumes • 16 Les produits carnés • 20 Les produits de la mer et d'eau douce • 24 Les produits laitiers et produits traiteurs • 28 L'horticulture et la décoration.



## LA SECURITE ALIMENTAIRE SUR LE MIN

Le Marché accueille le siège de la Direction Départementale des Services Vétérinaires (DDSV) ainsi qu'un bureau des Douanes qui contrôle et facilite les opérations d'import et d'export.

Par ailleurs, le Service Régional de la Protection des Végétaux (SRPV) ainsi que la Direction Départementale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (DDCCRF) interviennent régulièrement sur Rungis.

Le 11 janvier 2007, appliquant un arrêté du 8 juin 2006 qui transposait lui-même des règlements communautaires du 29 avril 2004 relatifs à l'hygiène des denrées alimentaires, une note de service du ministère de l'Agriculture et de la Pêche a fixé de nouvelles conditions d'agrément dont des visites d'inspection au pavillon de la marée ont pu vérifier qu'elles étaient bien remplies.

Par ailleurs, la SEMMARIS a pris en charge un projet de guide des bonnes pratiques d'hygiène au sein de l'Union Mondiale des Marchés de Gros, projet qu'elle a présenté au Comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale à Bruxelles.

**Le Marché de Rungis dans son environnement international.** Tout en s'adaptant perpétuellement à la nouvelle donne intérieure – développement de la restauration et évolution des comportements alimentaires –, le Marché de Rungis tire parti d'un marché qui s'internationalise.

A l'image de l'ensemble de l'économie hexagonale, l'activité du Marché de Rungis se révèle de plus en plus dépendante de la conjoncture mondiale des secteurs sur lesquels il opère. C'est sans doute dans les produits de la mer où cette évolution se montre la plus importante. Malgré une consommation stable, le marché européen devient de plus en plus surconsommateur de poissons au regard de ses capacités d'autoapprovisionnement.

Au plan mondial, la raréfaction de la ressource marine n'est pas compensée par les progrès de l'aquaculture, de sorte que le déficit européen s'accroît. S'ils ne manqueront pas de profiter des signes de reprise que donne la consommation française – à condition qu'ils se confirment – les opérateurs du Marché intègrent toujours plus les données d'un "sourcing" qui s'internationalise.

Il en va de même – pour des raisons différentes toutefois – du secteur des produits carnés, qu'ils s'agissent de viandes ou de volailles. La montée en puissance de zones de production extra-européennes, Amérique du Sud surtout, mais aussi Asie du Sud-est pour les volailles, accompagne une restructuration des structures de production en Europe.

### **Mondialisation des approvisionnements**

Les données d'Ubifrance, tirées des statistiques douanières, en témoignent. Les exportations de viandes et abats ont progressé de 1,9 % en volume tandis que les importations augmentaient de 4,6 %. Les performances des produits de la mer hexagonaux sont moins bonnes encore, avec des exportations en baisse de 10,1 % pour des importations diminuant de 3 % seulement.

Même les produits laitiers et œufs, un secteur traditionnellement fort pour la France, voient leurs exportations augmenter moins vite, 7,6 %, que les importations, 8,7 %. Les ventes françaises de légumes baissent de 4,7 %, pour des achats en hausse de 4,3 %, tandis que celles de fruits chutent de 6,5 %, pour des achats en hausse de 3,4 %.

Résultat : à l'exception des produits laitiers, les soldes commerciaux de ces différents secteurs s'avèrent négatifs, même si la France reste globalement excédentaire dans ses échanges agroalimentaires, grâce notamment aux vins et spiritueux ainsi qu'aux céréales.

### **La consommation intérieure, malgré l'effet prix**

Le marché français se montre pour sa part de plus en plus complexe. Si la consommation de produits frais présente des performances honorables (voir en pages suivantes), les achats des ménages sont limités par un phénomène inflationniste lié pour beaucoup à la hausse des matières premières, sur le marché mondial précisément.

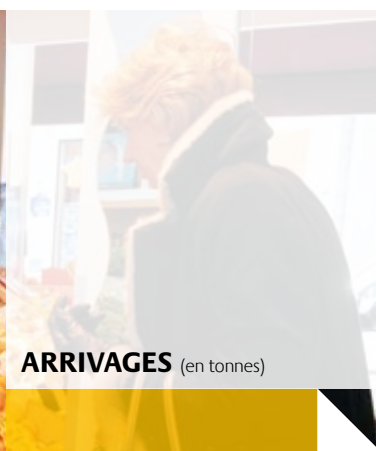
Les GMS (grandes et moyennes surfaces à dominante alimentaire) représentent, selon l'Insee, 69,9 % des dépenses alimentaires des ménages, tandis que les commerces de détail alimentaires en représentent 15,8 % et les marchés ainsi que la vente directe des producteurs 6,7 %. Les points de vente dits traditionnels parviennent désormais à maintenir leurs parts de marché. Mais les perspectives d'évolution réglementaire de l'urbanisme commercial – allant dans le sens d'une libéralisation des ouvertures – pourraient les obliger encore davantage à s'adapter aux demandes nouvelles des consommateurs.

Tandis qu'à fin juin 2007, le cabinet Gira Sic Conseil estimait la croissance du chiffre d'affaires de la restauration en France à 2,19 %. Sensiblement équivalente à celle des volumes de repas, en hausse de 2,59 % à 9,2 milliards de repas, cette augmentation marque toutefois un différentiel révélant une légère baisse des dépenses moyennes de 8,09 à 8,06 euros par repas. Le phénomène prix est donc également présent en restauration.

Un phénomène sur lequel Rungis s'est précisément penché durant ses seconds Entretiens où il a été démontré que la perception de l'inflation préexistait, pour une bonne part, à l'inflation réelle et que le prix n'était pas le seul paramètre influençant l'évolution des marchés. Ce que le positionnement large et qualitatif du Marché confirme...

# Les fruits et légumes

**2007 ou le poids des contraintes.** La conjoncture est difficile pour les ventes de fruits et légumes : variations de prix, conditions climatiques défavorables, cyclone aux Antilles, crises politiques en Afrique... Toutefois, des signaux favorables peuvent annoncer une reprise de la consommation.



## ARRIVAGES (en tonnes)

Fruits & légumes	884 705
Fruits	468 915
Légumes	415 790
<b>Variation 2007/2006</b>	
Fruits & légumes	- 4,4 %
dont fruits	- 6,2 %
dont légumes	- 2,3 %

	Nombre d'entreprises	Chiffre d'affaires 2006	Estimation/ Variation CA 2007/2006	Effectifs
Grossistes	211	2 309 976	- 0,8 %	3 108
Producteurs	66	17 389	- 14,4 %	83
Courtiers et sociétés d'import-export	78	430 760	- 3,9 %	342
<b>Ensemble fruits et légumes</b>	<b>355</b>	<b>2 758 125</b>	<b>- 1,4 %</b>	<b>3 533</b>

*“Nous avons repris un commerce en fruits et légumes il y a quelques mois, explique Jalel Satouri, et pour relancer cette affaire, nous devons garantir à notre clientèle une véritable différence par rapport aux offres concurrentes. Cela passe par l'accueil et le service.”* De fait, la vente de fruits et légumes reste difficile. En dépit des nombreuses campagnes de communication visant à encourager leur consommation, les fruits et légumes sont pénalisés par une image de prix élevés. Une perception pas toujours justifiée dans le passé récent, comme l'a démontré l'étude du Crédoc présentée lors des seconds Entretiens de Rungis.

Mais il est vrai qu'en 2007, l'inflation des prix des fruits et légumes a été une réalité, en France où, selon l'Insee, les fruits ont augmenté de 3 % et les légumes de 2,2 %.

## Une météorologie pénalisant les productions

Ce phénomène est notamment lié à une météorologie plutôt défavorable : un début de printemps très chaud au mois d'avril, engendrant un démarrage précoce de la végétation, suivi d'un été médiocre, a généralement entraîné les productions hexagonales à la baisse. Résultat : les arrivages en provenance de la France sur le MIN ont chuté de 10 %,



Jalel Satouri, qui tient les Vergers Saint-Ferdinand dans le 17<sup>e</sup> arrondissement de Paris, a mis en place un service de découpe de fruits ou de légumes. S'étant doté des équipements adéquats, il propose à sa clientèle pressée, la veille des week-ends notamment, des asperges, des melons, des ananas ou encore des mangues, prêts à être consommés.



## RUNGIS, PARTENAIRE DE FRAICH'ATTITUDE

La troisième édition de la semaine Fraich'attitude organisée par Interfel s'est déroulée du 1<sup>er</sup> au 10 juin 2007.

Le Marché de Rungis y a contribué en distribuant quelque 30 000 fruits frais via un bus londonien végétalisé sillonnant la capitale, de la gare Montparnasse à la place de la Bastille en passant par Bercy Village. En outre, une visite du MIN a été organisée le 5 juin pour les journalistes de la presse spécialisée et grand public.

les fruits affichant même une baisse de 16,8 % à 143 700 tonnes et les légumes, de 5 %, à 249 000 tonnes. De plus, les Antilles ont subi un nouveau cyclone détruisant une partie importante de leur production de bananes. Pour maintenir leurs volumes à près de 76 000 tonnes, les opérateurs se sont donc retournés vers les autres origines – dont les fameuses bananes “dollar” – dont les arrivages ont progressé de 32,4 % à presque 44 000 tonnes, soit 10 000 tonnes de plus. Ce mécanisme s'est également étendu à l'ensemble des arrivages d'importation, qui ont progressé de 2 % en légumes, à près de 166 500 tonnes, et sont restés stables en fruits, à un peu plus de 325 000 tonnes. Au final, les arrivages sur les pavillons

### LE TOP 10 DES FRUITS

Pommes	48 568 tonnes
Clémentines	41 021 tonnes
Oranges	39 997 tonnes
Melons	36 869 tonnes
Raisins	28 319 tonnes
Fraises	22 781 tonnes
Poires	20 903 tonnes
Ananas	18 772 tonnes
Avocats	15 743 tonnes
Pastèques	14 121 tonnes

Arrivages déclarés en 2007 sur le MIN de Rungis (hors bananes) – Source : SEMMARIS.

### VERS UN MEILLEUR ACCES AUX FRUITS ET LEGUMES POUR LES PLUS DEMUNIS

Le Marché de Rungis est en mesure de satisfaire 45 % des besoins de la région parisienne en fruits et légumes. Seulement 1 % des usagers de l'aide alimentaire consomment les cinq fruits et légumes recommandés par jour par le Programme National Nutrition Santé (PNNS). Forte de ces deux constats, la Direction Générale de l'Action Sociale a confié à l'Association Nationale de Développement des Epicerie Solidaires (ANDES) la réalisation d'une étude de faisabilité sur la collecte, le tri et la mise à disposition des fruits et légumes invendus de Rungis aux associations en charge de l'aide alimentaire. Déjà, l'association Le Pain de l'Espoir triait et reconditionnait, depuis fin 2003, des produits consommables mais non vendables sur le MIN. Rendue en juillet 2007, l'étude de l'ANDES a estimé à 3,5 tonnes par jour un système de valorisation et d'achat qui permettrait, depuis le Marché, de donner accès à des fruits et légumes à 220 000 personnes chaque mois. Un important investissement devrait permettre de mettre en place, courant 2008, un dispositif complet alliant un centre de tri, une plateforme de regroupement et des services logistiques, avec six permanents encadrant une équipe de 14 salariés en chantier d'insertion.

fruits et légumes de Rungis ont diminué de 4,4 %, à près de 885 000 tonnes, les fruits ayant plus souffert (- 6,2 %) que les légumes (- 2,3 %).

### Une baisse générale des arrivages

Côté fruits, la plupart des produits importants ont perdu des volumes en 2007 : pommes, clémentines, oranges, melons, raisins, fraises... Avec une baisse de 17,4 %, à 42 500 tonnes, les fruits exotiques ont également pâti des troubles géopolitiques en Afrique (Côte d'Ivoire et Kenya notamment), même si les fêtes de fin d'année, habituellement calmes pour le secteur des fruits et légumes, ont bien profité aux produits de contre-saison.

Côté légumes, on observe la même tendance baissière en pommes de terre, en tomates, en oignons, en salades ou en carottes. Les difficultés climatiques encore plus fortes rencontrées par les productions espagnoles ont touché les produits en provenant traditionnellement : tomates, poivrons, courgettes ou aubergines.

Baissant de 4,3 % à 19 000 tonnes, les arrivages enregistrés sur le Carreau des producteurs ont suivi la même tendance que l'ensemble du Marché, d'autant que certains producteurs ont quitté cet espace pour devenir grossistes. Les grossistes, quant à eux, tendent à augmenter leur taille, soit par le rachat





## LE TOP 10 DES LEGUMES

Pommes de terre	75 555 tonnes
Tomates	73 612 tonnes
Oignons	33 329 tonnes
Salades	26 507 tonnes
Carottes	25 973 tonnes
Courgettes	17 116 tonnes
Poivrons	13 516 tonnes
Concombres	12 449 tonnes
Endives	11 742 tonnes
Choux	11 558 tonnes

Arrivages déclarés en 2007 sur le MIN de Rungis – Source : SEMMARIS.

de confrères, soit par l'extension de leurs surfaces, notamment pour accroître leurs capacités de stockage. Ils doivent une part importante de leur développement à l'essor de leurs débouchés à l'exportation ainsi que dans la réexpédition vers la province.

### Des signes d'espoir dans la consommation

Si la météorologie se montrait plus clémente en 2008, le secteur des fruits et légumes de Rungis pourrait profiter de certains signaux positifs perçus en 2007. Ainsi, la consommation à domicile a semblé reprendre de la vigueur. Selon TNS Worldpanel, l'année a marqué un retournement des indicateurs hexagonaux : redressement du taux de pénétration de 0,3 point, tant en fruits qu'en légumes (98,4 % et 98,7 % respectivement), augmentation de la fréquence d'achat de 1,8 % en fruits (à 38,5 actes par an et par ménage) et de 1,5 % en légumes (à 39,6), croissance significative des quantités achetées, de 4 % en fruits, à un peu plus de deux millions de tonnes, et de 2,6 % en légumes, à près de 1,9 million.

### DEDOUANEMENT DES CHAMPIGNONS A RUNGIS

Le bureau de douane de Rungis a reçu l'agrément pour autoriser la mise en marché de certaines catégories de champignons en provenance des pays de l'Est. En région parisienne, seuls les bureaux des aéroports d'Orly et de Roissy en bénéficiaient auparavant. Cette possibilité de dédouaner ces produits, acquise le 25 juillet 2007, devrait contribuer à favoriser un écoulement plus rapide des champignons dans de meilleures conditions qualitatives.



Outre l'impact attendu sur le long terme des campagnes de sensibilisation nutritionnelle, d'autres phénomènes peuvent contribuer à soutenir la consommation. En Ile-de-France, nombre d'observateurs notent que les marchés de plein air – dont les ventes de fruits et légumes constituent le moteur de l'offre alimentaire – retrouvent une nouvelle jeunesse. Certains marchés modernisent leur fonctionnement, en modifiant par exemple leurs horaires d'ouverture pour mieux servir une clientèle désireuse de procéder à ses achats le soir. Et la consommation hors domicile devrait suivre. Ainsi, des chaînes de restaurant développent des offres végétariennes ou, du moins, des plats centrés sur les légumes. Sans oublier le désir manifesté par les pouvoirs publics de favoriser la consommation de fruits et légumes – bio notamment – dans les cantines scolaires.

### POMMES ET POIRES D'ILE-DE-FRANCE A L'HONNEUR

Le Carreau des producteurs a mené une série d'animations les 18 et 19 octobre 2007 autour de la pomme et de la poire d'Ile-de-France, dans le cadre de la Semaine du goût qui se déroulait alors. Au programme, des dégustations de pommes et de poires bien sûr, mais également de "frites de pommes" ou de pommes en sachet, une démonstration de production de jus à partir d'un presseur ou, encore, la présentation de produits transformés (confitures, jus, cidres, vinaigres...).



# Les produits **carnés**

**2007 ou l'essor de la mondialisation.** Après une année 2006 marquée par la crise du virus H5N1, le redressement de la volaille compense la tendance défavorable aux viandes de boucherie. Une fois n'est pas coutume dans ce secteur, 2007 aura été une année calme, sans crise sanitaire, et ce malgré les tensions qui affectent le marché international.



## ARRIVAGES (en tonnes)


Produits carnés	319 523
Viandes de boucherie et triperie	146 998
Porc	84 379
Volailles et gibiers	88 146
<b>Variation 2007/2006</b>	
Produits carnés	+ 0,3 %
Viandes de boucherie et triperie	- 1,4 %
Porc	- 0,3 %
Volailles et gibiers	+ 5,2 %

	Nombre d'entreprises	Chiffre d'affaires 2006	Estimation/ Variation CA 2007/2006	Effectifs
Grossistes en produits carnés	65	1 356 465	- 2,4 %	1 453
... en viande	28	759 810	- 6,5 %	703
... en volailles et gibier	17	201 642	12,9 %	259
... en porc	8	172 417	- 4,8 %	295
... en triperie	12	222 596	- 0,7 %	196
Courtiers et sociétés d'import-export en produits carnés	18	197 527	- 7,4 %	72
<b>Ensemble, produits carnés</b>	<b>83</b>	<b>1 553 992</b>	<b>- 3,1 %</b>	<b>1 525</b>

*“Quand un boucher parvient à combiner qualité, accueil et service, les consommateurs sont au rendez-vous”* assure Sébastien Douet, boucher dans le 12<sup>e</sup> arrondissement. Et de poursuivre : *“malgré les difficultés du marché de la viande, notre clientèle augmente en nombre, notamment grâce aux jeunes de 25 à 40 ans qui reviennent au réseau traditionnel.”*

L'activité du secteur des produits carnés de Rungis s'est, dans

son ensemble, révélée stable en 2007 avec une légère progression de ses volumes de 0,3 % à 319 500 tonnes. Les viandes de boucherie et triperie ont enregistré une baisse de 1,4 % à près de 147 000 tonnes, à un peu plus 231 000 tonnes. Les viandes bovines se sont stabilisées à 63 300 tonnes, grâce à la poursuite de l'essor des ventes de viandes désossées en caisses, en hausse de 4,9 % à 38 600 tonnes, tandis que le veau a gardé également son niveau légèrement supérieur à 19 000 tonnes.



Sébastien Douet, boucher rue du Rendez-vous, dans le 12<sup>e</sup> arrondissement de Paris, propose un service de livraison à domicile gratuit, qu'apprécie notamment ses clients les plus âgés. Par ailleurs, il note systématiquement sur l'emballage le temps de cuisson de la viande ; un système qu'il prévoit de moderniser via les étiquettes que délivrent ses balances.



Si les viandes ovines accusent une baisse de près de 8 %, à 35 000 tonnes environ, on constate peu d'évo-

lution pour le porc, qui dépasse toujours les 84 000 tonnes, comme pour la triperie qui, après deux années de baisse, s'est maintenue au-dessus des 27 000 tonnes. Les volailles, quant à elles, sont parvenues à effacer l'impact de la grippe aviaire subi en 2006, voyant leurs arrivages se redresser de 5,2 % – soit 4 000 tonnes de plus – pour dépasser de nouveau les 88 000 tonnes.

### BRESSE, LE "MUST" DE LA VOLAILLE

L'AOC Volailles de Bresse a fêté son cinquantième anniversaire en 2007. Sur le Marché de Rungis, dix-sept éleveurs ont participé, le 8 novembre, à un concours conçu sur le modèle des Glorieuses qui, trois fois par an, récompensent les plus belles productions de ce terroir. Mettant en lice près de 250 poulardes, ce concours a distingué deux producteurs de l'Ain qui ont reçu un prix d'honneur. La vente aux enchères qui s'est ensuivie sur le pavillon de la volaille a rencontré un réel succès. Signe que des produits très haut de gamme peuvent offrir un vecteur d'image bénéficiant à l'ensemble de la filière volaille.

### Une baisse globale de la consommation

Selon TNS, la consommation française de bœuf a progressé de 1,2 % en volume en 2007. Mais les ventes ont été fortement tirées par l'essor des viandes hachées fraîches qui ont augmenté de 5,7 %. En revanche, les achats de viandes de bœuf ont baissé de 2,5 % dans les autres circuits que les GMS. De même, les consommations de veau et d'agneau restent en baisse, de 0,9 % et de 2,4 %, respectivement, en volume sur l'ensemble des circuits.

Dans un contexte de diminution à long terme de la consommation de viandes, le développement d'une offre des viandes piécées apparaît comme l'une des solutions pour maintenir, voire augmenter les ventes, à destination de la restauration en particulier. Même si les ventes de carcasses restent une tradition française forte chez les boucheries traditionnelles. D'ailleurs, les opérateurs du marché en viandes de porc bénéficient de partenariats noués depuis assez longtemps avec les distributeurs qu'ils approvisionnent en découpes plus fines. Marqués par une hausse de 1,8 % de la production européenne et une baisse de 7 % des cours en 2007, les prix du porc en France sont restés stables, du fait de la flambée des matières premières. Mais l'attractivité économique de cette offre lui a permis de garder une tendance plus favorable, avec des achats qui ont progressé de 1,4 % en 2007.

### Les enjeux croissants de l'internationalisation

Malgré la baisse de la consommation, l'offre française reste déficitaire – le cheptel laitier diminue régulièrement, une baisse qui n'est pas compensée par une légère reprise du cheptel viande – tandis que la concentration des opérateurs au niveau mondial – le Brésilien Friboi, l'Allemand Vion ou le Danois Danish Crown en témoignent – annonce la restructuration inévitable du secteur en France.



## TOUTES LES ORIGINES AU MENU

A l'instar des deux animations réalisées en produits de la mer, la SEMMARIS et le groupe Flo ont mené une opération conjointe dans le domaine de la volaille baptisée "Poules de luxe !". Du 8 février au 4 mars 2007, les restaurants aux enseignes Flo, Bofinger, La Coupole, etc., proposaient des menus rendant hommage aux origines Bresse, bien sûr, mais également Challans, Gers, Géline de Touraine, Landes ou Loué.



On note d'ailleurs une légère hausse de 0,7 % des importations du Marché de Rungis, notamment en veau (+ 3,3 %), en viandes désossées (+ 5,3 %) ainsi qu'en volailles (+ 15,8%). L'embargo décrété sur les viandes brésiliennes n'aura pas provoqué de conséquence directe sur le MIN, mais il a participé, malgré tout, au resserrement de l'offre mondiale et, de ce fait, à la tension des cours.

Le marché de la volaille s'internationalise également et la reprise de la consommation hexagonale – + 2,7 % selon TNS – contribue à renforcer les importations. Si les tendances alimentaires restent favorables à cette viande bien conotée nutritionnellement, la hausse des céréales a accéléré une augmentation des prix qui a dépassé les 6 % en 2007.

### Les produits tripiers entretiennent l'animation

Pendant ce temps, les opérateurs des filières carnées de Rungis poursuivent leur adaptation à cette nouvelle donne, capacité dont ils ont fait montre à chaque fois qu'il leur a fallu surmonter l'une des nombreuses crises sanitaires que leur secteur a connues depuis une dizaine d'années. Ainsi, la concertation sur le réaménagement d'ensemble du pavillon de la volaille se poursuit, annonçant à l'horizon 2010 un prochain hall complètement rénové sur le MIN.

Tout en déplorant une cessation d'activité durant l'année, l'activité viandes du Marché de Rungis s'est étoffée avec l'arrivée d'un nouvel opérateur, Les Grandes boucheries premières, ainsi que d'un autre dans le secteur de la triperie. Ce dernier confirme l'animation qu'il a retrouvée, après avoir subi de plein fouet les deux crises de l'ESB (1996 et 2000), au prix de maints efforts – avec le mois des produits tripiers notamment – pour se retrouver dans les menus des consommateurs, et en particulier sur les cartes des restaurateurs. Les tripiers d'Ile-de-France ont d'ailleurs célébré leur centième anniversaire à Rungis, leur chambre syndicale ayant vu le jour en 1907.

### LE CONSOMMATEUR EUROPÉEN CONSOMME EN MOYENNE...

...86 kilos de viandes par an, soit le même volume qu'il y a dix ans : la moitié de cette consommation revient à la viande de porc (contre 40 % seulement en France), 27 % aux volailles (le même niveau que dans l'Hexagone), 20 % aux viandes bovines (29 % en France) et 3 % aux viandes ovines (4 % en France).

Source : Office de l'Elevage



# Les produits de la mer et d'eau douce

**2007 ou les prémices d'une reprise.** Ces tendances doivent être confirmées en 2008. Mais le regain de la consommation de poisson, la fin de la spirale inflationniste et les synergies offertes par Rungis ont déjà permis au secteur de la marée de stabiliser ses volumes en 2007.



La qualité est un combat d'avenir.

## ARRIVAGES (en tonnes)

Produits de la mer et d'eau douce	143 606
Pavillon	64 690
Entrepôts	78 916


## Variation 2007/2006

Produits de la mer et d'eau douce	+ 4,3 %
Pavillon	- 1,3 %
Entrepôts	+ 9,3 %

	Nombre d'entreprises	Chiffre d'affaires 2006	Estimation/ Variation CA 2007/2006	Effectifs
Grossistes	36	586 877	4,1 %	837
Courtiers et sociétés d'import-export	20	132 395	10,7 %	59
<b>Ensemble, produits de la mer et d'eau douce</b>	<b>56</b>	<b>719 272</b>	<b>+ 5,3 %</b>	<b>896</b>

*“Le marché de la marée reste très lié aux aléas de la pêche et aux conditions météorologiques, mais la demande est en train d'évoluer : les consommateurs commencent à renouer avec le poisson en changeant leurs habitudes.”* Sylvaine Bezard Falgas, poissonnière à Montrouge, résume bien l'évolution qu'ont connue les produits de la mer et d'eau douce l'an passé, telle qu'on peut également l'observer sur le MIN. En 2007, si les arrivages sur le pavillon de la marée de Rungis ont enregistré une légère baisse de 1,7 % à près de 64 000 tonnes, ils semblent désormais parvenus à un palier, confirmant les études

préparatoires à la rénovation du pavillon, achevée en 2003, qui fixaient sa capacité de réception à 65 000 tonnes. Ainsi, les produits de la mer se sont stabilisés à un niveau légèrement supérieur à 30 000 tonnes, masquant d'ailleurs des évolutions contrastées, en raison effectivement des pêches réalisées : hausses de 9,7 % du bar à plus de 1 800 tonnes, de 10,8 % des dorades à plus de 2 200 tonnes ou de 8,7 % des soles à près de 1 100 tonnes, mais baisses de 5,9 % du cabillaud à 1 500 tonnes, de 6 % du merlan à un peu plus de 1 000 tonnes ou de 21,7 % du thon rouge à un peu plus de 1 000 tonnes.



Sylvaine Bezard Falgas a repris, en 2007, une poissonnerie à Montrouge (92) agrémentée d'un restaurant. Un bon moyen, selon elle, pour assurer la transparence de ses approvisionnements aux convives, mieux maîtriser la rotation des stocks, motiver le personnel et créer de la valeur.

Les poissons d'eau douce, quant à eux, ont progressé de 6 % à près de 10 500 tonnes, tirés par la performance du saumon qui, à lui seul, représente 8 700 tonnes. Tandis que les coquillages ont diminué de 7,1 % en 2007, à 11 500 tonnes, et les huîtres de 5,5 %, à 3 500 tonnes, et que les crustacés sont restés stables à 7 300 tonnes.

### La fin de la hausse des prix

De nombreux indicateurs contribuent à expliquer cette stabilisation du secteur marée en volume. L'évolution des prix, tout d'abord, démontre que la compétitivité de l'offre de Rungis tend à se renforcer par rapport à d'autres sources d'approvisionnement. Si l'Insee a observé en France une hausse générale des prix du poisson de 1,2 % en 2007 – hausse engendrée par la raréfaction des ressources marines et aggravée, particulièrement pour la filière pêche, par l'augmentation des prix des carburants –, les prix constatés sur le Marché ont, pour leur part, diminué de 1,5 %, mettant fin à trois années de hausse. En sorte que les prix ont sans doute également atteint leur plafond et semblent même avoir amorcé une tendance baissière durant le dernier trimestre de l'année 2007. Exemples : le tarif de la lotte, entre 2 et 4 kilos, origine France a diminué de 11 % entre décembre 2006 et décembre 2007, celui du bar de ligne, de 2 à 3 kilos, de 13 % et celui des coquilles Saint-Jacques décortiquées d'un euro. Même le prix du saumon de Norvège, déjà attractif et porté par une forte demande, a diminué de 0,1 %, notamment grâce à l'arrêt d'une taxe pratiquée par les pays producteurs de saumon.

Un phénomène qui ne peut que soutenir les ventes des opérateurs. D'ailleurs, malgré les grèves de novembre qui ont fortement pénalisé l'activité, les performances de ce mois sont restées équilibrées par rapport à celles de l'année antérieure. Et ce regain d'activité constaté à partir du mois d'octobre se poursuit depuis.

### LE TOP 10 DU POISSON

Saumons	8 707 tonnes
Sardines	2 743 tonnes
Dorades	2 272 tonnes
Bars	1 807 tonnes
Maquereaux	1 642 tonnes
Cabillauds	1 506 tonnes
Merlus	1 116 tonnes
Merlans	1 092 tonnes
Soles	1 090 tonnes
Thon rouge	1 076 tonnes

Arrivages déclarés en 2007 sur le pavillon marée du MIN de Rungis – Source : SEMMARIS.

### Le redémarrage de la consommation

Une autre raison de la stabilisation du marché des produits de la mer et d'eau douce, c'est l'annonce – qui reste toutefois à confirmer – d'une reprise de la consommation. Selon les données TNS de l'Ofimer, les quantités globales achetées par les ménages ont progressé de 2 % en 2007 après avoir diminué de 3 % en 2006.

Les produits aquatiques frais ont même enregistré une hausse de 3 % en volume, notamment grâce à une augmentation de 2 % des poissons frais découpés, de 6 % des crustacés frais et de 4 % des coquillages.

Après de nombreuses années où le discours nutritionnel, favorable, entre autres, aux produits de la mer, ne semblait pas induire de conséquence sur la consommation réelle, il semble donc que les habitudes des consommateurs à leur égard se transforment peu à peu.



### UN PAVILLON SOUS CONTROLE VIDEO

Avec l'installation de 75 caméras de surveillance – portant à 400 le nombre de caméras installées dans le pavillon par les professionnels –, la sécurité de la Marée de Rungis est désormais bien assurée. Ce dispositif permet de prévenir ou de sanctionner les détournements, volontaires ou non, de marchandises qui pouvaient auparavant être déplorés, notamment en raison de leur valeur importante.





### UNE MISE EN AVANT DANS LES BRASSERIES FLO

Le groupe Flo et Rungis ont mené deux opérations communes en 2007 spécifiquement dédiées aux produits de la mer, avec l'appui de Convergence Achats, la centrale du groupe de restauration. La première, du 10 au 31 mai, s'intitulait "Poissons et cuissons." Les principales brasseries du groupe, en Ile-de-France comme en province mettaient en avant des produits provenant du Marché de Rungis. La seconde, du 22 octobre au 11 novembre, sacrait la coquille Saint-Jacques "reine d'automne."

### ... ET LE TOP 5 DES FRUITS DE MER

Moules	6 121 tonnes
Crevettes	3 602 tonnes
Huîtres	3 477 tonnes
Coquilles St-Jacques	3 177 tonnes
Tourteaux	999 tonnes

Arrivages déclarés en 2007 sur le pavillon marée du MIN de Rungis – Source : SEMMARIS.

### Le développement de l'attractivité de Rungis

La troisième raison de la stabilisation de la marée tient aux particularités du MIN lui-même. Le positionnement de Rungis s'accommode en effet de mieux en mieux à l'évolution du goût des consommateurs, en conjuguant toujours plus qualité, ultrafraîcheur et origine labellisée. Par exemple, outre le saumon, l'une des "stars" du marché, les huîtres spéciales portées par des marques commerciales reconnues ou les crevettes tropicales ont le vent en poupe et servent de locomotive au reste de l'offre.

Tout en profitant de l'arrêt de la baisse du nombre de poissonniers, Rungis répond également aux demandes accrues des restaurateurs. Ainsi, le développement des ateliers de filetage – le MIN en compte une dizaine désormais – répond à un besoin grandissant des acheteurs de la restauration, en combinaison avec l'essor des services de livraison que ces derniers attendent également. A noter en particulier le développement d'une offre de sushis, correspondant à l'essor des restaurants japonais qui connaissent un succès grandissant.



Signe que la synergie de moyens que propose le Marché fidélise sa clientèle. Parallèlement, l'attractivité de Rungis s'impose grâce à son rôle de plate-forme au cœur de la région francilienne, comme le montrent les résultats enregistrés par les zones d'entrepôt : plus de 78 000 tonnes de poissons et crustacés y ont transité l'an dernier, marquant une hausse de 9,3 % par rapport à l'année 2006. La hausse des coûts du transport et l'optimisation logistique nécessaire pour livrer la capitale encouragent de nombreux opérateurs à recourir aux structures d'accueil présentes sur le MIN, aux portes de Paris. Enfin, le pavillon A4 a accueilli deux nouveaux opérateurs en 2007 : de jeunes sociétés créées par d'anciens salariés d'entreprises du Marché, connaissant donc bien ses atouts et son fonctionnement. Par ailleurs, une entreprise parisienne vient de s'y doter d'un bureau d'achat pour se rapprocher de ses fournisseurs. Si bien que le taux d'occupation de ce nouveau hall, à l'exception de quelques surfaces en sous-sols et en étage, atteindra 100 % dès 2008.

### CONSOMMATION DE POISSON EN FRANCE EN 2007

#### ... EN HAUSSE :

saumon (+ 20,3 %),  
perche du Nil (+ 12 %),  
raie (+ 11,4 %), baudroie  
et lotte (+ 5,9 %), merlu  
et colin (+ 2 %).

#### ... EN BAISSÉ :

thon (- 21,9 %),  
cabillaud (- 18,4 %),  
sole (- 7,9 %), bar et loup  
(- 6,4 %), truite (- 6,1 %).

Source : TNS Worldpanel pour l'Ofimer.  
Evolution des quantités achetées par les ménages en 2007.

# Les produits laitiers et produits traiteurs

**2007 ou quand la qualité paie.** Malgré la conjoncture, le secteur des produits laitiers et traiteurs prouve qu'une offre haut de gamme et variée peut rencontrer une réelle demande. Les consommateurs demandent de la diversité et du goût. Et les clients du MIN en trouvent à foison à Rungis.




## ARRIVAGES (en tonnes)

Produits laitiers & avicoles	69 388
Produits traiteurs & alimentation générale	91 158
<b>Variation 2007/2006</b>	
Produits laitiers & avicoles	- 9,4 %
Produits traiteurs & alimentation générale	- 0,1 %

	Nombre d'entreprises	Chiffre d'affaires 2006	Estimation/ Variation CA 2007/2006	Effectifs
Grossistes en produits laitiers	30	396 073	5,5 %	434
Grossistes en produits traiteurs	36	372 174	3,5 %	949
Courtiers et sociétés d'import-export en produits laitiers	5	281 750	29,1 %	53
Courtiers et sociétés d'import-export en produits alimentaires divers	41	115 854	11,6 %	114
<b>Ensemble produits laitiers et avicoles, produits traiteurs</b>	<b>112</b>	<b>1 165 851</b>	<b>+ 11,2 %</b>	<b>1 550</b>

*“Notre clientèle fait de nouveau la différence entre les produits. Toutes les offres ont leur raison d'être, mais celle des détaillants traditionnels trouve pleinement sa justification”* estime Nicolas Julhes, fromager à Paris. *“De façon presque surprenante par rapport à ce qu'on entend, nos ventes de fromages se portent beaucoup mieux, poursuit-il, nos clients font certes attention aux tarifs, mais ils savent apprécier de très bons produits quand on leur propose au juste rapport qualité-prix et*

*qu'on est en mesure de défendre nos propres choix, parce qu'on connaît ce qu'on vend. Pour cela, Rungis offre un outil fantastique, pas forcément utilisé à la mesure où il pourrait l'être d'ailleurs.”* Autrement dit, la demande accrue des consommateurs pour des produits dont la qualité garantit le goût se confirme. Et la diversité de l'offre proposée par les entreprises de Rungis y apporte une réponse appréciée de leurs clients.



Nicolas Julhes, fromager rue du Faubourg Saint-Denis, dans le 10<sup>e</sup> arrondissement de Paris, propose tous les jours de goûter du vin ou du whisky : 30 à 50 dégustateurs en profitent quotidiennement. Il a choisi d'orienter sa boutique sur la voie de la diversification gastronomique et le fromage ne représente plus que le tiers de ses ventes. Un choix parfois inconfortable, mais gage de réactivité selon lui.



### A LA RENCONTRE DU SNACKING

Les 7 et 8 mars 2007, le Marché de Rungis occupait un stand sur l'European Sandwich & Snack Show. L'objectif : rencontrer tous les professionnels de la restauration rapide, du snacking ou de la vente à emporter afin de leur démontrer que l'offre du MIN, et en particulier celle de son secteur produits traiteurs, pouvait répondre à leurs attentes. Pour cela, la SEMMARIS a édité un mini-guide intitulé "Le bon plan pour la restauration rapide", assorti d'une entrée gratuite sur Rungis. Autour d'un plan du Marché, les visiteurs pouvaient retrouver diverses entreprises suivant les spécificités de leur offre : spécialités régionales, charcuteries-salaisons, plats cuisinés et salades, foie gras, épicerie fine, spécialités fromagères, produits bio, boissons, etc.

### Fromages et produits laitiers retrouvent la croissance

Ainsi, en 2007, les fromages au lait de vache ont vu leurs arrivages progresser de 1,6 % pour atteindre 24 500 tonnes. La baisse légère des pâtes pressées cuites et non cuites (- 2,6 % et -2,3 % respectivement) a été compensée par l'essor des fromages frais, + 4,8 %, des pâtes molles, + 2,6 %, et des pâtes persillées, + 25,6 %, ces dernières profitant de plusieurs années de hausse. De même, les fromages de chèvre et, surtout, de brebis bénéficient d'une hausse de 3,1 % à 3 900 tonnes, en sorte que le total des arrivages de fromages sur le Marché a progressé de 1,1 %, à près de 29 000 tonnes.

Côté produits laitiers, si le lait enregistre un très léger tassement, de 0,9 %, à près de 14 700 tonnes, les autres familles de produits ont rencontré une conjoncture favorable, que ce soient les yaourts et desserts (+ 3 % à 5 500 tonnes), les crèmes (+ 2 % à 4 600 tonnes), les beurres (+ 6 % à 4 600 tonnes également) ou les produits à tartiner, une petite "niche" certes (moins de 200 tonnes) mais en constante progression : + 48 % l'an dernier. Tous ces produits profitent notamment d'une demande plus forte des collectivités et de la restauration rapide.

Résultat, l'ensemble des produits laitiers a connu une bonne année, malgré une hausse des prix constatée de 4 % sur le Marché et la baisse de leur tonnage, de 9,4 % à 69 400 tonnes – soit 7 000 tonnes de moins – qui est exclusivement due à la chute des ventes d'œufs frais qu'on associe traditionnellement à cette catégorie. Les arrivages ont en effet perdu 8 000 tonnes, pour atteindre 10 400 tonnes seulement, du fait de l'arrêt de l'activité d'un grossiste spécialisé dans les œufs frais au mois de mars 2007. Notons au passage la bonne performance des ovoproduits, en hausse de 6,1 %, mais qui ne représentent, pour l'heure, que 440 tonnes.

### Stabilité des produits traiteurs

Avec 91 150 tonnes, l'ensemble des produits traiteurs s'est montré stable en 2007 par rapport à l'année précédente. Mais l'extrême hétérogénéité des catégories qui composent ce secteur empêche d'en tirer tout enseignement général. On observe une baisse de 7,4 % des fruits et légumes échangés sur ce secteur (17 500 tonnes) ainsi que de 3,4 % des viandes et abats (à 1 500 tonnes). Ces dernières profiteront l'an prochain de l'installation des Grandes Boucheries Premières, spécialisée

## RUNGIS, C'EST AUSSI DU MATERIEL

Le Marché de Rungis compte 41 accessoiristes, des entreprises notamment présentes sur le secteur des produits traiteurs pour vendre aux clients du MIN de nombreux équipements et fournitures nécessaires à l'exercice de leur profession, qu'ils soient restaurateurs, traiteurs, ou détaillants : des appareils de cuisson à la coutellerie, des vêtements professionnels au linge de table, sans oublier les emballages, permettant de présenter les produits dans des conditionnements adaptés à la demande des consommateurs.



dans les découpes de viandes, au sein de cet espace. En revanche, les ventes de volailles du secteur traiteur ont progressé de 9,4 %, grâce aux développements accomplis dans ce domaine par des grossistes diversifiés.

Les produits de charcuterie et de salaisons ont vu leurs arrivages augmenter de 2,5 % à 6 700 tonnes – malgré le départ d'une entreprise ayant choisi de se concentrer sur le secteur des produits carnés – tandis que les produits élaborés frais enregistrent une contre-performance en 2007, avec une baisse de 2,5 % à 2 500 tonnes. Offre le plus souvent complémentaire pour satisfaire les besoins de la clientèle, les corps gras vendus sur le MIN sont également en baisse, en raison de la diminution des arrivages d'huiles de 8,5 % à 1 600 tonnes. Les produits congelés et surgelés restent stables, à 22 600 tonnes, de même que les conserves et épices qui gardent leur niveau de 10 000 tonnes.

### La diversification se poursuit

Les arrivages de pains, pâtisseries et confiserie ont connu une forte progression, supérieure à 30 %, pour atteindre 1 500 tonnes. Une tendance qui devrait se confirmer cette année puisqu'une entreprise de boulangerie industrielle s'est installée sur le Marché en 2007 pour servir les opérateurs de la restauration.

De même, les boissons ont le vent en poupe sur le Marché de Rungis, comme en témoigne, par exemple, l'agrandissement d'une entreprise spécialisée l'an dernier. Leurs arrivages ont atteint 23 000 tonnes en 2007, profitant d'une hausse de 3,8 % portée notamment par l'essor des eaux et des boissons rafraichissantes.

Enfin, vu la variété des produits qu'il propose, le secteur des produits traiteurs se prête particulièrement bien au développement d'une offre exotique ou, du moins, de produits venus d'au-delà des frontières hexagonales. En 2007, un spécialiste des produits asiatiques et un autre des produits portugais – cette dernière offre manquait au Marché – se sont installés, contribuant à diversifier encore l'offre.

### UN HOMMAGE A PAUL BOCUSE

Pas moins de trois jours ont été nécessaires pour célébrer dignement Paul Bocuse, le premier des ambassadeurs de la gastronomie française ; hommage organisé à Monte-Carlo sous l'impulsion de la Société des Bains de Mer et d'Alain Ducasse. La SEMMARIS comptait parmi les partenaires principaux de l'événement qui a réuni, du 9 au 11 février 2007, 300 personnalités du monde de la restauration, dont 81 chefs étoilés venus du monde entier. Le Marché était, en effet, fournisseur d'une partie importante des fruits et légumes (380 kg), poissons et crustacés (530 kg), viandes (120 kg) et produits traiteurs (20 kg) qui furent mis en œuvre durant les repas, déjeuner-buffet ou dîner de gala.



# L'horticulture et la décoration

**2007 ou l'année de la rose.** Les ventes de roses ont bondi l'an dernier sur Rungis. Un beau symbole pour un secteur qui reste sous l'emprise du climat et de la concurrence internationale. Les opérateurs du MIN tirent notamment leur épingle du jeu en maîtrisant leurs approvisionnements exotiques.




## ARRIVAGES

Flours coupées	31 340
Plantes en pot	17 487
<b>Variation 2007/2006</b>	
Flours coupées	+ 0,1 %
Plantes en pot	- 2,9 %

	Nombre d'entreprises	Chiffre d'affaires 2006	Estimation/ Variation CA 2007/2006	Effectifs
Grossistes	97	238 109	- 2,0 %	538
... en plantes	10	60 007	- 2,4 %	87
... en fleurs coupées, feuillages	68	141 499	- 1,8 %	325
... en objets et accessoires	19	36 603	+ 4,5 %	126
Producteurs plantes et fleurs coupées	108	18 106	- 14,4 %	129
Courtiers et sociétés d'import-export	3	3 424	- 7,9 %	4
<b>Ensemble, fleurs et plantes ornementales</b>	<b>208</b>	<b>259 639</b>	<b>- 2 %</b>	<b>671</b>

*“Quand on achète bien, on vend bien”* explique Emmanuelle Buffet. *“Après vingt années de métier, je découvre encore de nouvelles façons de travailler, notamment avec l'aide de mes fournisseurs de Rungis. Je m'y suis d'ailleurs rendue davantage en 2007”* poursuit-elle. Les chiffres semblent lui donner raison puisque le nombre d'acheteurs identifiés sur le secteur

de l'horticulture du MIN a légèrement progressé de 0,77 % en 2007, montrant que ce dernier garde son pouvoir d'attraction en dépit des difficultés que peuvent rencontrer certains détaillants. D'ailleurs, les arrivages de fleurs coupées se sont maintenus à un niveau similaire à celui de l'année 2006, légèrement supérieur à 31,3 millions de bottes.



Emmanuelle Buffet, fleuriste au centre commercial de Villepreux (78), propose un abonnement-décoration. Sa boutique C.Naturel livre une fois par semaine ses clients – boutiques, salons de coiffure notamment, ou bureaux – avec une composition originale, réalisée à partir de ce que l'offre de Rungis lui a inspiré, mais en harmonie avec les couleurs des lieux.



Parmi les variétés en vogue, les roses progressent de 13,4 % pour dépasser les 6,7 millions de bottes, mais également les renoncules, en hausse de 21,5 % à plus de 1,1 million, ou encore les mimosas, en hausse de 12,8 % à plus de 417 000 bottes. Inversement, les mini-œillets sont en baisse de 12,3 %, à 472 000 bottes, de même que les anémones, de 5,8 % à 845 000 bottes, ou que les iris, de 21,3 % à 182 500 bottes. Toutefois, le secteur horticole est plus qu'aucun autre tributaire des aléas climatiques. Après un début de saison très favorable au mois d'avril, les conditions météorologiques se sont fortement dégradées durant le printemps. Le mois de juin, particulièrement important pour les plantes en pots, est à l'origine d'une baisse des arrivages de 2,9 % sur l'année pour ces dernières, dont les volumes sont passés en dessous de la barre des 17,5 millions de pots. Les plantes à massifs sont les principales à avoir souffert de ce climat, perdant près d'un million de pots, pour descendre sous la barre des 6 millions alors que les plantes fleuries ont, malgré tout, progressé de 4,6 % à 8,7 millions de pots.

### Au rythme de la fête

L'univers des fleurs et des plantes vit au rythme des événements de l'année. Cinq grandes fêtes ponctuent ainsi l'animation du Marché de Rungis : la Saint Valentin du 14 février, le muguet du 1<sup>er</sup> mai, la fête des mères – célébrée le 3 juin en 2007 –, la commémoration des défunts lors de la Toussaint et, bien sûr, Noël et son sapin.

La Saint Valentin reste une fête extrêmement propice à la filière. Instaurée après la seconde Guerre Mondiale, elle s'est imposée depuis comme un rendez-vous quasi obligatoire, même si seulement un tiers des Français offrent un cadeau à leur conjoint à cette occasion, des fleurs dans presque la moitié des cas. En 2006, la Saint Valentin représentait – pour une seule journée – plus de 30 % des ventes des fleuristes du mois de février. Près de la moitié des achats est constituée de fleurs en bottes et le quart, de plantes fleuries.

Le 1<sup>er</sup> mai, lui, est bien sûr réservé au muguet dont la région nantaise fournit 85 % des approvisionnements. C'est la raison pour laquelle la fête du travail se présente plus difficilement pour les opérateurs du Marché de Rungis qui doivent affronter la concurrence des ventes directes des producteurs de ce bassin, ainsi que de la région bordelaise. En revanche, la fête des Mères observe toujours une progression lente et durable. A sa suite d'ailleurs, la fête des Grand-mères est en passe de devenir un autre rendez-vous familial profitant aux ventes de fleurs et plantes.

Ce, contrairement à Halloween dont l'effet de mode – et les citrouilles qui y sont associées – semblent avoir totalement disparu sur le Marché, laissant toute la place au chrysanthème et plantes en pots abondamment achetés pour honorer les sépultures lors du 1<sup>er</sup> novembre. A cette occasion, c'est bien sûr le chrysanthème qui réalise l'essentiel des ventes. C'est pourquoi le chrysanthème en pot est la plante fleurie la plus

### UN ESPACE RESERVE AUX FLEURISTES FRANCILIENS

Le 16 octobre 2007 a été inauguré dans le pavillon C1 un nouvel espace spécialement destiné aux fleuristes d'Ile-de-France. Leur Chambre syndicale y assure depuis une permanence deux fois par semaine afin de se rapprocher de ses adhérents, de leur apporter une assistance plus proche du terrain et de favoriser les échanges.







## RUNGIS PARTENAIRE DU CONCOURS "MAIN VERTE"

Le Marché de Rungis a été partenaire du Concours "Main verte" organisé par la mairie de Paris, du 11 mai au 30 août 2007. La SEMMARIS a notamment veillé à la diffusion des formulaires auprès des fleuristes qui fréquentent le MIN, afin que ces derniers, à leur tour, les mettent à la disposition de leurs clients. Remise des prix le 22 septembre, au village de la Fête des jardins dans le parc de Bercy.



achetée de l'année, représentant près de 30 % du chiffre d'affaires de cette catégorie.

La "campagne sapin" 2007, enfin, a souffert d'une hausse sensible des prix, notamment du fait des nouveaux débouchés trouvés par les produits danois en Europe de l'Est. Face aux difficultés d'approvisionnement, les arrivages sur Rungis ont reculé de 17 % l'an dernier. Cette mauvaise année est toutefois à comparer avec une bonne campagne 2006, durant laquelle les arrivages avaient progressé de 23 % pour dépasser les 670 000 pièces. Le nordmann – cette espèce perdant beaucoup moins ses épines – s'est imposé et sa part sur le Marché atteint 85 %, soit quinze points de plus que la moyenne nationale. Notons que, tandis qu'auparavant, les sapins invendus partaient à l'incinération, une plate-forme de regroupement a été constituée et a permis d'en valoriser près de 80 % en 2007, soit par broyage soit par compostage.

### Un marché dépendant de l'international

Le sapin n'est bien sûr pas le seul produit fortement dépendant de la donne internationale. Affrontant la puissante concurrence des opérateurs néerlandais, les entreprises du Marché de Rungis développent notamment leur offre de produits exotiques. Certaines nouent pour cela des relations approfondies avec les productions colombiennes, équatoriennes, kenyanes ou éthiopiennes, allant parfois jusqu'à y disposer de leur propre ferme.

Par ailleurs, dans le but de favoriser l'accueil de nouveaux arrivants ainsi que les agrandissements, la SEMMARIS a réduit



### LE TOP 10 DES FLEURS (en bottes)

Roses	6 771 613
Chrysanthèmes	2 368 576
Bouquets variés	1 404 564
Tulipes	1 210 530
Renoncules	1 111 874
Anémones	884 560
Lys, Lilium	685 480
Freesias	606 106
Cymbidiums	572 138
Mini-ceillets	472 452

Arrivages déclarés en 2007 sur le MIN de Rungis – Source : SEMMARIS.

de près de 50 % le Droit à la Première Accession sur le bâtiment des fleurs coupées, qui était traditionnellement beaucoup plus élevé que sur les autres secteurs. Car, plus généralement, la taille moyenne des opérateurs tend à augmenter – l'extension des surfaces qu'ils louent sur le Marché en est un signe –, leur permettant de diversifier leur offre. Ainsi, certains développent des services de préparation de bouquet, pour les grandes surfaces notamment, même si la majorité des clients du MIN tient à conserver la dimension artistique de leur profession. Dans ce dernier cas, Rungis est aussi pour eux le lieu où dénicher les dernières tendances en matière de décoration florale. Notons enfin l'essor du domaine de la décoration qui soutient l'ensemble du secteur. Une entreprise importante s'est d'ailleurs installée sur le MIN en 2007, afin de profiter de la vitrine qualitative qu'elle lui offre. Les objets de décoration attirent non seulement les fleuristes qui complètent ainsi leur proposition, mais également d'autres commerçants, jusqu'à des antiquaires. Et désormais, tous les visiteurs du secteur des produits de l'horticulture et de la décoration disposent d'un restaurant tout nouveau... et bien nommé : L'Arrosoir.



## Investissements

**Une mise aux normes permanente.** Outre la finalisation des chantiers de grande ampleur menés l'an passé, la SEMMARIS a poursuivi la modernisation du Marché de Rungis. Objectifs : efficacité logistique, chaîne du froid renforcée, sécurité incendie... En attendant de nouvelles grandes avancées en 2008.



Après une année 2006 marquée par d'importants investissements sur le Marché de Rungis, l'année 2007 s'est révélée plus modeste en raison du calendrier de certains chantiers. Pour cette même raison, l'année 2008 s'annonce en revanche très chargée.

Toutefois, 2007 aura été l'année de deux inaugurations majeures sur Rungis : d'une part, celle, en mars, de la plateforme d'approvisionnement en fruits et légumes d'Auchan (Scofel) dans le bâtiment DE2 de la zone Eurodelta, s'étendant sur 6 000 mètres carrés pour gérer 80 000 tonnes par an ; et, d'autre part, celle, en juillet, du prolongement du TVM, le bus Trans-Val-de-Marne reliant Saint-Maur-Créteil à la Croix de Berny et desservant, au passage, le Marché qu'il traverse en deux points.

Précisons que les travaux du terminal ferroviaire sont par ailleurs en cours, pour donner naissance à une nouvelle gare de fret qui offrira au MIN d'importantes capacités logistiques ferroviaires. Livraison de la première tranche des travaux en 2008.

### **De multiples travaux de réhabilitation...**

Après le départ d'Auchan du bâtiment O2, la moitié de cet entrepôt a été réhabilitée pour accueillir, au mois d'octobre, la plate-forme d'éclatement de fruits et légumes de la société Lunafroid-Primever. La SEMMARIS a investi 2,14 millions d'euros dans la réfection de ce bâtiment de 3 400 mètres carrés, (panneaux isolants, portes de quai, dispositifs de protection incendie, bureaux).

A ceci se sont ajoutés la restructuration totale d'une partie du bâtiment I2 pour la société Prodisco, sur 1 500 mètres carrés pour 1,2 million d'euros, ainsi que les travaux dans l'entrepôt EOE pour TFP logistique ; avec notamment la création de 10 quais "autodock." La SEMMARIS a également investi 4,2 millions d'euros dans l'extension de 3 400 mètres carrés de la société Le Delas ainsi que dans son équipement en sprinklers. Les bâtiments O2 et D8 ont également été équipés en sprinklage.

Par ailleurs, en octobre 2007 a démarré la restructuration d'un entrepôt à l'est du bâtiment D8 pour la société fromagère Dexpa, sur 1 500 mètres carrés pour 1,6 million d'euros, travaux qui seront livrés en mars 2008. Et en 2008 s'achèvera la deuxième tranche du DE2, pour le compte de SDV.

### ... répondant à des enjeux communs

Toutes ces actions de rénovation, et même de création, partagent de nombreux points communs. Tout d'abord, elles concrétisent la nécessaire remise aux normes logistiques, avec la mise en place de quais dotés de sas étanches et de portes électriques avec niveleur de quai permettant aux camions d'accoster et de décharger plus rapidement sans rupture de la chaîne du froid. Ensuite, l'isolation thermique est désormais devenue incontournable dans la recherche des économies d'énergie. Enfin, la sécurité incendie accompagne automatiquement tout investissement nouveau, essentiellement sous la forme de dispositifs de désenfumage et de sprinklage. Ce sans compter les efforts de présentation commerciale, portant sur l'éclairage ou la décoration ainsi que sur une meilleure nettoyingabilité des bâtiments.



### CANALISATIONS

En 2007, le maillage du système de sources d'eau destinées aux sprinklers a été poursuivi avec l'installation d'un kilomètre de canalisations de 30 centimètres de diamètre, enterrées à deux mètres de profondeur pour une eau maintenue sous une pression de 10 à 11 bars.

### INCINERATION

L'usine d'incinération de Rungis, dont la SEMMARIS est partie prenante, a achevé ses travaux de mise aux normes afin de réduire ses émissions dans l'atmosphère. Grâce à vingt millions d'euros investis, notamment dans un nouveau système de traitement des fumées, les rejets d'oxydes d'azote ont été abaissés à des niveaux très inférieurs aux seuils réglementaires.



### RESTAURATION

Dans le cadre du renouveau des services de restauration sur Rungis, la SEMMARIS a apporté son appui à la création d'un nouveau restaurant, L'Arrosoir, dans le bâtiment C1 ainsi qu'à la rénovation/extension des Embruns, à proximité du pavillon de la Marée.

# Maintenance

**L'environnement au cœur de l'exploitation du Marché.** Le fonctionnement du MIN de Rungis se place sous les auspices du développement durable. Au programme : économies d'énergie, gestion de l'eau, valorisation des déchets...



## PLUS DE 200 INSTALLATIONS CLASSEES

Au mois de juillet 2007, La SEMMARIS a procédé au recensement de ses installations classées pour la protection de l'environnement (IPCE) : 42 sont soumises à autorisation (pour les risques les plus importants) et 185 à simple déclaration. Par ailleurs, un arrêté préfectoral, daté du 10 mai 2007, autorise la SEMMARIS à exploiter les installations classées de la zone Eurodelta.

Après une année 2006 consacrée à la traque des consommations énergétiques inutiles, une consultation européenne a été menée, en 2007, afin de doter les contrats de maintenance des installations électriques d'une obligation de résultat quant aux économies d'énergie réalisées. Cette consultation intégrait le remplacement, dans les trois prochaines années, de l'intégralité des éclairages publics collectifs par des sources lumineuses de basse consommation.

## Une maîtrise efficace de l'énergie

Au final, ce sont 3 200 luminaires extérieurs et plus de 15 000 lampes intérieures qui sont concernés, représentant, avec 2 460 kW installés, près de 30 % de la consommation électrique du Marché de Rungis. Objectif : diminuer de 10 à 15 % cette consommation.

Dans le même esprit, l'installation de panneaux photovoltaïques est à l'étude, en partenariat avec EDF et l'ADEME, notamment sur le pavillon A4 à l'occasion de la réfection de l'étanchéité de ses 20 000 mètres carrés de toiture.

Par ailleurs, la SEMMARIS est en mesure d'anticiper les échéances réglementaires après avoir finalisé l'étude du remplacement des transformateurs haute tension fonctionnant avec des PCB (polychlorobiphényles). Quatre postes ont été changés en 2007 par des équipements à bain d'huile et, en 2008, les deux derniers le seront également.

Enfin, dans le domaine des installations frigorifiques – le premier poste de consommation énergétique du MIN –, de nouveaux contrats de maintenance intégreront également des obligations de résultat. En outre, en préparation de l'interdiction des HCFC au 31 décembre 2009, les équipements utilisant ces fluides frigorigènes ont été recensés afin de mener à bien leur substitution.



### **PRES DE 4 000 INTERVENTIONS...**

En 2007, le service Maintenance de la SEMMARIS a traité 3 900 demandes d'intervention, en dehors des actions préventives. Il gère 51 contrats de sous-traitance.

### **LES NUISIBLES SOUS SURVEILLANCE**

Une nouvelle organisation de la lutte contre les nuisibles (rats, insectes...) est installée depuis le mois de mars 2007, non seulement pour maîtriser leur prolifération et empêcher les dégradations qu'ils peuvent engendrer, mais également pour s'assurer qu'ils ne sont pas porteurs de virus importés des pays à risques.

### **Eau, performance et sécurité renforcées**

En 2007, le taux de rendement de la distribution d'eau du Marché de Rungis a été augmenté de deux points pour atteindre 95 %, limitant donc les fuites à seulement 5 % grâce à un meilleur entretien des équipements. Parallèlement, la consommation du Marché n'a que très légèrement augmenté, pour dépasser le million de mètres cube, une hausse essentiellement due à l'extension de la zone Eurodelta.

En outre, le suivi sanitaire de l'eau a été renforcé, indexé sur la base des indicateurs des services vétérinaires, la référence la plus exigeante en la matière, sachant que l'intégralité de l'eau du Marché est potable. Enfin, la mise en place de ballons obturateurs a démarré pour isoler le réseau des eaux de ruissellement du MIN du réseau extérieur, empêchant ainsi toute pollution accidentelle.

### **Moins de déchets, plus de valorisation**

73 500 tonnes de déchets ont été traitées sur Rungis en 2007, marquant une baisse de 4 % par rapport à l'année précédente. Ces déchets sont presque intégralement valorisés, 42 000 tonnes allant à l'incinération et le reste soit au recyclage, soit au réemploi. Concernant l'incinération précisément, l'usine de Rungis couvre désormais 96 % des besoins en chaleur du réseau du MIN ainsi que de ses zones annexes, limitant le recours au gaz à 3 % et au fuel lourd à 1 %, diminuant d'autant les dégagements de CO<sub>2</sub>.

Cette année, la procédure des saisies a été modifiée. Il s'agit de la destruction des fruits et légumes – non commercialisables – qui partaient auparavant en filière de compostage : ils sont désormais valorisés sous forme de biogaz. Grâce aux opérations de sensibilisation des opérateurs du marché, les volumes de saisies ont d'ailleurs diminué en 2007, passant sous la barre des 6 900 tonnes.

Par ailleurs, des travaux de mise en conformité de l'assainissement ont été entrepris en 2007 sur le centre de tri du Point E.

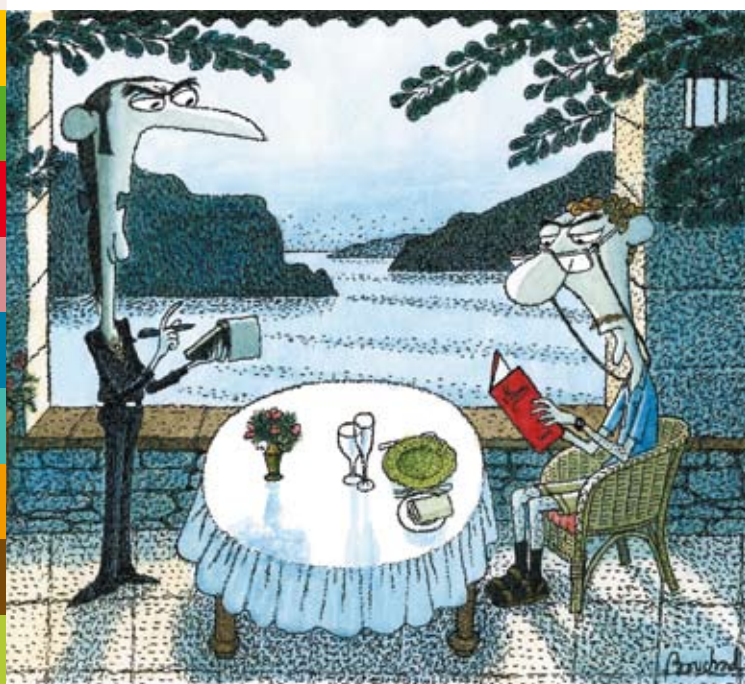
### **COVOITURAGE SUR ORLY RUNGIS**

En partenariat avec les grands opérateurs du Pôle Orly Rungis, la SEMMARIS a participé à la plus importante opération de covoiturage interentreprises jamais organisée en Ile-de-France. Grâce à un site Internet spécifique, les salariés de ce pôle habitant à proximité ou placés sur un même trajet peuvent partager un même véhicule, facilitant les déplacements de salariés non motorisés, diminuant le coût du transport et générant une diminution du trafic et des émissions polluantes.



# Logistique

**La livraison, un service devenu essentiel.** Les clients du MIN de Rungis demandent de plus en plus à leurs fournisseurs de les livrer. La logistique devient donc un métier incontournable du Marché, d'autant que l'essor de ses exportations vient renforcer le phénomène.



*- Je vous recommande le «poisson de la baie»,  
il est arrivé de Rungis ce matin.*

Illustration André Bouchard,  
extrait du Figaro Magazine du 28/07/2007.

C'est un fait que nombre de Parisiens auront sans doute remarqué, au petit matin notamment. Il est de plus en plus fréquent de voir, dans les rues de la capitale, des camions portant l'adresse de Rungis. En effet, on peut estimer à un millier environ le nombre de véhicules de livraison – loués ou détenus en propre – utilisés par les entreprises du MIN.

## Un service de proximité

Outre les entreprises spécialisées dans la logistique – 26 en entreposage ou plate-forme, 49 en transport et maintenance –, 303 entreprises du Marché proposent des services d'expédition, 396 sont en mesure de réaliser des livraisons en région parisienne et 280, dans toute la France.

La clientèle du marché demande toujours davantage ce type de services. Contraintes de temps, difficultés de circulation, économies de transport... Les raisons sont nombreuses pour les restaurateurs, mais de plus en plus pour les détaillants également, de demander à leurs fournisseurs d'acheminer directement les produits achetés sur leur lieu de vente.

## Un atout à l'international

Si le développement de la livraison constitue un service de plus en plus incontournable que doit proposer le Marché, l'essor de ses ventes plus loin de ses bases, à l'international notamment, en fait même une donnée obligatoire. Difficile à estimer pour des raisons de statistiques douanières, l'exportation représenterait 10 % environ des ventes des opérateurs du Marché. Et il ne fait pas de doute que cette part est en substantielle augmentation.

Dans ce cadre, la proximité de l'aéroport d'Orly n'est pas le moindre des atouts de Rungis, d'autant qu'Aéroports de Paris y mène actuellement des travaux afin de développer ses capacités de fret. Notons au passage que 85 % du transport aérien français de produits frais sont le fait du MIN, soit plus de 38 000 tonnes.



### UN NOUVEAU REGLEMENT POUR PARIS

Au 1<sup>er</sup> janvier 2007 est entré en vigueur un nouveau règlement sur le transport et la livraison de marchandises à Paris. Il distingue notamment deux périodes de circulation : le jour uniquement réservé aux véhicules les moins encombrants et une partie de la nuit, ouverte aux véhicules de gabarit important. En outre, il réserve la tranche de 17 à 22 heures aux véhicules dits propres : ce sont donc les seuls à pouvoir livrer dans Paris 24 heures sur 24. En outre, ce règlement impose l'utilisation d'un disque indiquant l'heure d'arrivée du véhicule à son emplacement de livraison pour limiter celle-ci à 30 minutes ainsi que son type de motorisation.



Bien que ce type de transport soit appelé à croître, pour les produits les plus fragiles essentiellement, ce volume reste des plus modestes. Si le transport routier reste le plus important en volume (plus de 200 millions de tonnes de denrées périssables en France chaque année), le fret ferroviaire progresse régulièrement, notamment entre le Sud et le Nord de la France. Eventuellement combinée au transport routier, cette solution peut s'avérer performante pour les grandes distances et pour des volumes importants (trains entiers).

### Un complément du marché physique

A ce titre, le nouveau terminal ferroviaire qui verra le jour l'année prochaine apportera au Marché de Rungis une capacité de 340 000 tonnes annuelles, soit l'équivalent de 7 500 poids lourds en moins. Même si le développement du Marché sous sa forme logistique ne doit bien sûr pas faire oublier sa forme physique, dont l'épanouissement passe toujours par la multiplication des animations, des promotions sur les lieux de vente et par le meilleur accueil sous toutes ses formes.



### UNE AIDE EN LIGNE POUR EVITER LES BOUCHONS

Comme bon nombre de grandes agglomérations urbaines, Paris et la région francilienne n'échappent pas aux embouteillages. Le site Internet [rungisinternational.com](http://rungisinternational.com) s'est donc doté, d'un espace destiné à aider les professionnels à se rendre à sur le Marché... et à le quitter ! Grâce à un partenariat établi avec Infotrafic, ils peuvent connaître les points névralgiques de la circulation du moment et le meilleur itinéraire à prendre.

# International

**Le modèle Rungis sort de ses frontières.** 2007 aura marqué l'accélération de l'internationalisation des actions de la SEMMARIS : partenariats importants en Chine, missions de conseil au Kazakhstan, à Liverpool ou à Moscou, échanges avec Madrid, bureau à Londres, missions à Dubaï...



S'étendant sur 133 hectares, le Marché de gros de Shanghai – le "Shanghai Xijiao International Agricultural Products Trading Center" – sera conçu sur le modèle du Marché de Rungis ! C'est là le fruit d'une coopération menée avec la SEMMARIS qui est intervenue comme conseil pour son organisation, sa programmation fonctionnelle et l'élaboration de son plan-masse. La mise en service est prévue fin 2009.

Il faut préciser que la Chine – qui a réuni à Pékin, au mois de septembre 2007, le 25<sup>e</sup> Congrès de l'Union Mondiale des Marchés de Gros – est en voie de modernisation complète d'un réseau qui compte aujourd'hui plus de 4 000 marchés. A terme, une centaine de marchés modernes devrait assurer l'essentiel des transactions.

## Cap sur la Chine

Dans ce contexte, la SEMMARIS a, par ailleurs, signé le 20 novembre 2007 un protocole d'accord avec SZAP (Shenzhen Agricultural Products Company), une société qui gère une quinzaine de marchés de gros en Chine. Ce protocole prévoit la création d'une joint-venture, mi-2008, entre les deux signataires pour l'exploitation de trois marchés qui seront construits par SZAP à Pinghu (Shenzhen), Shenyang et Nanning. Participant à hauteur de 25 % au départ dans cette joint-venture, la SEMMARIS collabore d'ores et déjà à la mise au point du projet de Pinghu, notamment en matière de chaîne du froid et d'exigences environnementales. Les travaux devraient démarrer mi-2008.



### Des contacts sur tous les continents

Et ce n'est pas tout ! Au premier semestre 2007, la SEMMARIS a participé à une étude, financée par le gouvernement français, sur l'organisation des marchés alimentaires de la République du Kazakhstan. Une autre étude a été menée sur la relocalisation de deux marchés de gros – fruits et légumes ainsi que viandes – de Liverpool. Au mois de juin, un contrat d'étude a été signé pour établir le plan-masse du marché de Victorya à Moscou. Et des contacts ont été noués en Inde (New Delhi, Bombay, Calcutta), au Vietnam ou au Pérou...

Le concept de fonctionnement du Marché de Rungis suscite l'intérêt de nombre d'opérateurs étrangers pour deux raisons : premièrement parce qu'il intègre toutes les filières de produits frais, deuxièmement parce que, tout en approvisionnant la région Ile-de-France, il se révèle en mesure de livrer au-delà, en France et à l'export.

### Des échanges avec le marché de Madrid

Cette ouverture à l'international se retrouve d'ailleurs dans les actions menées par la SEMMARIS pour favoriser les échanges des entreprises du MIN de Rungis à l'international, en matière de sourcing comme de ventes. Dans ce domaine également, la moisson 2007 a été abondante...

Ainsi, un accord de coopération a été signé, le 3 juillet 2007, entre le Marché de Rungis et Mercamadrid. Première concrétisation décidée : la tenue d'un stand commun au



salon Fruitlogistica de Berlin, en février 2008. Mais des échanges d'expérience à plus long terme sont également prévus. Tout d'abord dans les domaines marketing et communication avec une promotion des marques à l'international visant à valoriser la qualité premium de l'offre des deux marchés. Ensuite, dans le développement des relations commerciales. Enfin dans le domaine des nouvelles technologies pour partager des réflexions prospectives, entre autres sur l'émergence des marchés virtuels.

### Un ambassadeur à Londres

Par ailleurs, la SEMMARIS s'est dotée, le 29 octobre 2007, d'un bureau de représentation sur le marché de gros de New Covent Garden de Londres. L'animation de ce bureau a été confiée à un "ambassadeur" de la marque Rungis, sur un modèle déjà éprouvé par de grandes sociétés françaises,



### LA RESTAURATION OUTRE-MANCHE

Au Royaume-Uni, 8,6 milliards de repas ont été pris en dehors du domicile en 2006. La restauration commerciale y représente une vingtaine de milliards d'euros de chiffre d'affaires, partagés entre les restaurants traditionnels (30 %), les snacks (30 %), les pubs (28 %) et les fast-foods (12 %).

Sources : *The Caterer & Hotelkeeper, Gira Foodservice*

# International

dans le domaine du luxe notamment. Moins de deux mois plus tard, la SEMMARIS signait avec la CGMA (Covent Garden Market Authority) un protocole de collaboration. Objectif : partager information et expériences en matière de développement et de promotion des ventes notamment.

Le Royaume-Uni reste l'un des premiers marchés export du Marché de Rungis, avec une forte représentation de la gastronomie française dans une restauration hors domicile très développée. A l'image du partenariat engagé avec Madrid, un stand commun sera partagé pour le salon Hotelympia de Londres, en février 2008.

## Des missions à des carrefours de l'export

Enfin, la Direction Marketing de la SEMMARIS a organisé deux missions export pour soutenir les échanges internationaux des entreprises du Marché. La première s'est rendue à Dubaï, en février 2007, à l'occasion de la douzième édition du salon Gulfood. Avec les sociétés Atlantys et RHC cette mission occupait un stand sur le pavillon France pour accueillir près de 35 000 visiteurs venus dans ce carrefour commercial et hôtelier du Moyen-Orient qu'est Dubaï. A cette occasion, Rungis était partenaire du "French Festival" organisé par la Sopexa.

La seconde mission export avait pour destination Riga, du 31 mai au 3 juin 2007, durant le Printemps Français qui se déroulait alors dans la capitale de Lettonie. Ici encore, une dizaine d'entreprises du Marché se sont retrouvées à un carrefour, cette fois des marchés russes, biélorusses, polonais, scandinaves et nordiques.



## DE FUTURS ECHANGES AVEC L'ARGENTINE ?

Le 7 juin 2007, le Marché de Rungis était l'invité d'honneur du 5e forum de l'entreprise organisé par la Chambre de commerce franco-argentine de Buenos Aires. Une occasion de présenter le Marché et ses entreprises aux professionnels argentins. Réciproquement, l'Argentine est en mesure d'offrir de produits de qualité, en viande de bœuf, en fruits et légumes, en vins ou en produits de la mer notamment. Le thème probable d'une mission export de la SEMMARIS en 2008.

Conception et réalisation : W PRINTEL  
Rédaction : ICAAL  
Crédit photos : SEMMARIS

**SEMMARIS**

1, rue de la Tour - BP 40316 - 94152 Rungis Cedex  
[www.rungisinternational.com](http://www.rungisinternational.com)

# RAPPORT ANNUEL SEMMARIS

EXERCICE 2007



# SOMMAIRE

• **1** SEMMARIS • **2** Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale • **5** Résultats financiers des 5 derniers exercices • **6** Mandats ou fonctions exercés • **9** Evolution de l'investissement brut, évolution comparée des tarifs de redevance et de l'indice des prix • **10** Bilan • **12** Compte de résultat • **13** Flux de trésorerie • **14** Annexe au bilan et au compte de résultat • **28** Rapport général des Commissaires aux Comptes

# SEMMARIS

## Composition du Comité de Direction au 31 décembre 2007



**Marc SPIELREIN**  
Président-Directeur Général



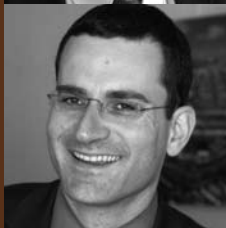
**Georges PASQUI**  
Directeur Général Adjoint,  
Directeur du Marché



**Francis LEFEVRE**  
Secrétaire Général



**Christophe ACAR**  
Directeur de l'Exploitation  
et de la Maintenance



**David BOURGANEL**  
Directeur Marketing  
et Communication



**Alain DUCROT**  
Directeur des Finances  
et du Contrôle de Gestion



**Vincent ISNARD**  
Directeur  
des Investissements



**Alain PERRIER**  
Directeur des Affaires  
Economiques et Foncières

### ACTIONNARIAT

Altarea	33,34 %
Etat	32,16 %
Ville de Paris	13,19 %
Département du Val-de-Marne	5,60 %
Caisse des Dépôts et Consignations	4,60 %
Professionnels et divers	11,11 %

# Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale

## L'activité du Marché International de Rungis

L'année 2007 a été marquée par une croissance économique modeste et une faible augmentation du pouvoir d'achat des ménages grevée par la hausse du coût de l'énergie et celle des loyers. Les dépenses alimentaires des ménages ont été contenues et le prix des produits alimentaires a été orienté nettement à la hausse. Les entreprises de Rungis, dans ce contexte délicat, ont su dans l'ensemble défendre leurs parts de marché et leurs comptes de résultats.

Le nombre d'entrées sur le Marché a été de 6 654 197 en augmentation de 0,5 % par rapport à 2006.

En fin d'exercice, le taux d'occupation des surfaces louables s'élève à 93,71 % contre 94,46 % fin décembre 2006.

## L'évolution du capital de la SEMMARIS

L'Etat a décidé de céder une partie de sa participation au capital de la SEMMARIS au Groupe ALTAREA. Parallèlement, l'Etat a cédé au Groupe ALTAREA la créance d'actionnaire qu'il détenait sur la SEMMARIS. ALTAREA a immédiatement apporté cette créance à la SEMMARIS qui l'a rémunérée par une augmentation de capital réservée. Ces opérations ont été finalisées le 16 novembre 2007.

L'impact de ces opérations sur le bilan de la SEMMARIS est le suivant :

- augmentation du capital de 1 240 992 € par l'émission de 77 562 actions nouvelles de 16,00 € de nominal ;
- constitution d'une prime d'apport de 24 849 029,74 € venant en augmentation des fonds propres de la SEMMARIS, avant imputation des frais relatifs à l'opération.

Les conséquences de cette opération sur le compte de résultats de l'exercice 2007 sont les suivantes :

- l'absence d'intérêts sur l'avance d'actionnaire de l'Etat pour le 2<sup>e</sup> semestre 2007 qui se traduit par une économie de 418 056 € ;
- un produit exceptionnel de 2 630,7 K€ représentant l'écart entre la valeur comptable et la valeur d'apport de l'avance d'actionnaire consentie à la SEMMARIS.

## Les comptes de la SEMMARIS en 2007

Le chiffre d'affaires a été de 80,634 M€, en augmentation de 4,4 % par rapport à 2006.

### ■ Les produits :

**Le produit des droits d'accès et de stationnement** s'est élevé à 9,67 M€ (+ 2 % par rapport à 2006).

**Les produits sur charges, ventes d'eau et d'électricité** se sont élevés à 22,66 M€. Les ventes d'eau ont été comptabilisées pour 2,61 M€ (2,91 M€ en 2006). Cette diminution est imputable à une modification du mode de comptabilisation des ventes. Les ventes d'électricité à des opérateurs du Marché ont généré un chiffre d'affaires de 1,03 M€ (0,94 M€ en 2006).

**Les redevances homologuées** ont rapporté 32,36 M€ (+ 2,5 % par rapport à 2006).

**Les redevances indexées** ont augmenté de 11,4 % à 11,49 M€, soutenues par l'évolution rapide de l'indice du coût de la construction.

L'annuité 2007 des Droits de Premières Accessions étalés a représenté 660 K€ contre 629 K€ en 2006.

La remise pour prélèvement automatique a engendré une réduction de recettes de 1 156 K€ (contre 1 090 K€ en 2006 et 1 021 K€ en 2005). Les ventes d'eau aux opérateurs du MIN en ont bénéficié pour la première fois en 2007.

### ■ Les charges

**Les achats et services extérieurs** (hors charges sur sinistres) se sont montés à 37,42 M€ (contre 36,58 M€ en 2006 et 36,81 M€ en 2005). Cette évolution traduit la maîtrise des charges d'exploitation courante de l'entreprise.

Les principales variations concernent :

- les achats d'électricité en hausse de 10,7 % (+ 239 K€) ;
- la baisse des achats d'eau relative au nouveau mode de comptabilisation (- 402 K€) ;
- la baisse des consommations de combustibles de la régie de chauffage compte tenu des conditions climatiques favorables ;
- l'augmentation des travaux réalisés pour compte de tiers et refacturés ;
- les travaux de mise en conformité en augmentation de 547 K€ en raison des opérations de désamiantage.

**Les charges de personnel** ont représenté 13,54 M€ (+ 0,9 % par rapport à 2006).

**Les impôts et taxes** se sont montés à 938 K€ (691 K€ en 2006 et 618 K€ en 2005). L'augmentation importante de cette année est due au mode de calcul de la taxe professionnelle appelée sur la base de la valeur ajoutée et à l'assujettissement de la SEMMARIS à la taxe de l'ORGANIC.

**La dotation aux amortissements et provisions** a été de 22,22 M€ (22,92 M€ en 2006 et 22,12 M€ en 2005). Les amortissements du domaine concédé s'élèvent à 11,94 M€ pratiquement stables et les provisions de caducité



à 9,18 M€ en augmentation de 4 % sur 2006. Les évolutions s'expliquent par le niveau modéré du montant des investissements réalisés en 2006 et 2007 en raison du décalage dans le temps de certaines opérations importantes notamment sur la zone Euro-Delta.

Les provisions pour dépréciation des créances s'élèvent à 701 K€ en augmentation significative sur les exercices précédents (573 K€ en 2006, 219 K€ en 2005). Elles représentent 0,87 % du chiffre d'affaires et sont notamment dues à la liquidation judiciaire de la société HCS (268 K€) et EUROPA-VIA (90 K€) pour lesquelles la SEMMARIS concédera les DPA des locaux récupérés.

#### ■ Les résultats

En définitive, le **résultat brut d'exploitation** a été de 7,65 M€ et représente 9,5 % du chiffre d'affaires (5,1 % du chiffre d'affaires en 2006 et 4 % en 2005).

**Le résultat financier** (hors dividende de Paris Rungis International) a été de - 0,56 M€ (- 1,14 M€ en 2006 et - 1,76 M€ en 2005). Les frais financiers ont représenté 0,65 % du chiffre d'affaires.

La trésorerie moyenne disponible a été de 39,12 M€ (à comparer à 32,03 M€ en 2006 et 29,84 M€ en 2005) et le taux de rendement financier moyen de 3,69 % (contre 4,36 % en 2006 et 2,88 % en 2005), en ligne avec l'évolution des taux d'intérêt.

**Le résultat courant avant impôts** est de 8,36 M€ (contre 3,95 M€ en 2006 et 2,31 M€ en 2005).

**Le résultat exceptionnel** est de 3,93 M€.

#### Les principaux produits exceptionnels ont été :

- DPA perçus pour 2 046 K€
- Sanctions aux usagers pour 188 K€
- Ecart entre la valeur comptable et la valeur d'apport de l'avance d'actionnaire pour 2,63 M€.

#### Les principales charges exceptionnelles ont été :

- Le rachat de DPA pour 483 K€
- Valeur comptable d'actifs cédés ou détruits pour 501 K€.

Un litige concernant le revêtement de sol du pavillon de la marée a conduit à une charge exceptionnelle de 2,10 M€ compensée par une indemnité d'assurance de même montant.

La SEMMARIS acquittera un impôt sur les sociétés de 4,54 M€ représentant 39 % du résultat net comptable avant impôt.

Le résultat net comptable est de 7,10 M€.

#### ■ Le bilan :

Son examen fait apparaître une situation nette avant répartition des résultats de l'exercice 2007 de 52,73 M€.

La capacité d'autofinancement de l'exercice est de 28,46 M€ et poursuit sa progression (26,26 M€ en 2006 et 23,16 M€ en 2005).

Les cautions reçues des clients (numéraire et cautions bancaires) atteignent 15,61 M€, soit 22,1 % du chiffre d'affaires hors droit d'accès et de stationnement.

Les dettes financières nettes de la trésorerie de l'entreprise au 31 décembre 2007 se montent à 2,45 M€. Elles représentent 8,59 % de la capacité d'autofinancement.

#### Bureaux – Rungis – International (BRI)

Le chiffre d'affaires réalisé par BRI, filiale à 100 % de la SEMMARIS, a été de 2,16 M€ en 2007 correspondant au loyer versé par la SEMMARIS pour l'ensemble des 21 141 m<sup>2</sup> de surfaces louables.

En contrepartie, les loyers et charges perçus par la SEMMARIS auprès des occupants se sont élevés à 3,76 M€. Fin 2007, le taux d'occupation était de 94,33 % (94,64 % à fin 2006 et 91,54 % à fin 2005).

L'avance en compte courant de la SEMMARIS à BRI a donné lieu à une rémunération de 111,7 K€. BRI a remboursé 395,2 K€ sur cette avance qui se monte à 3,39 M€ à fin 2007.

#### La politique de ressources humaines de la SEMMARIS

L'effectif mensuel moyen a été de 215 salariés (contre 219 en 2006 et 225 en 2005). Le taux d'absentéisme moyen, hors congés de maternité s'est élevé à 1,93 % (1,85 % en 2006 et 1,83 % en 2005).

Une somme de 203 K€ représentant 2,41 % de la masse salariale a été dépensée pour la formation professionnelle (2,26 % en 2006 et 2,22 % en 2005).

Au titre de la négociation salariale annuelle, un accord d'entreprise a été signé qui prévoit notamment des augmentations générales des salaires de 1 % en avril 2007 et de 1,10 % en octobre 2007.

Une somme de 392 K€ a été versée en 2007 au titre de l'intéressement pour l'exercice 2006.

Enfin, 151 salariés avaient adhéré au Plan d'Épargne d'Entreprise au 31 décembre 2007. La capitalisation totale de ce plan atteint 2 317 K€ à cette date et la contribution de l'employeur représente 241 K€ pour l'année 2007.

La SEMMARIS étant sortie du champ d'application de la loi 1983 dite de démocratisation du secteur public, ses salariés bénéficient désormais de la participation. Une réserve de participation de 650 K€ a donc été constituée.

#### Le programme d'investissements de 2007

Le montant total des immobilisations réalisées en 2007 se monte à 11,89 M€ en retrait sensible sur les prévisions en raison du décalage dans le temps d'opérations significatives.

Les principales opérations de l'exercice sont rappelées ci-dessous :

- **Réhabilitation du bâtiment O2** : revenu dans le patrimoine de l'Etat concédé à la SEMMARIS à la fin de 2006, l'entrepôt O2 a fait l'objet d'une réhabilitation complète pour un montant immobilisé en 2007 de 2,02 M€. Il est exploité depuis octobre 2007 par la société PRIM@VER.

- **Bâtiment I2** : un entrepôt de ce bâtiment a été réhabilité pour un montant de 1,31 M€. Il est exploité par la société PRODISCO.
- **Terminal ferroviaire** : cette opération représente un montant total d'investissements de 19 M€ cofinancé par la Région Ile-de-France, le Département du Val-de-Marne, la SNCF et la SEMMARIS. Les immobilisations réalisées en 2007 se sont montées à 1,02 M€.
- **Bâtiment AB** : le terme du crédit-bail ayant financé cet entrepôt se traduit par l'activation de la valeur résiduelle du contrat à hauteur de 0,72 M€.
- **Travaux de sécurité incendie** : Sur un total de 1 285 K€ réalisés en 2007, un montant de 537 K€ a été consacré à la rénovation de l'installation de sprinklage des fruits et légumes dans le cadre de la transaction intervenue pour solder le sinistre ayant affecté cet équipement (voir annexe note 1).
- **Réhabilitation de carreaux au bâtiment C1** : deux nouveaux carreaux ont été installés sur des emplacements laissés libres par le sinistre de 2003 pour un montant investi de 0,42 M€.
- **Travaux sur les réseaux techniques et gros œuvre de divers bâtiments** : des travaux de gros entretien et de mise en conformité des installations techniques ont été réalisés pour un montant de 2,1 M€ environ en 2007.

### Les activités internationales

Le Marché de Rungis a poursuivi ses actions pour la promotion internationale de ses produits en participant grâce à des délégations de chefs d'entreprises du Marché et de représentants de la SEMMARIS à de nombreuses manifestations telles que le salon Gulfood à Dubaï et la semaine française à Riga. Un ambassadeur de la marque Rungis a été installé à partir du 1<sup>er</sup> novembre à Londres.

La SEMMARIS a signé en 2007 deux accords de coopération avec Mercamadrid et le marché de New Covent Garden à Londres.

Par ailleurs, la SEMMARIS a réalisé des études de faisabilité ou de conception pour :

- la réhabilitation des marchés de gros de Liverpool ;
- l'identification des besoins pour le Kazakhstan, étude financée par le FASEP ;
- l'analyse des besoins de l'Etat de l'Haryana en Inde, à la demande du ministère de l'Agriculture ;
- le plan masse du marché de Zao Victorya à Moscou ;
- le nouveau marché de Pinghu à Shenzhen en liaison avec Shenzhen Agricultural Products Company en Chine.

Le montant total facturé pour ces études a été de 132 K€ et certaines d'entre elles se poursuivront en 2008.

La première pierre du nouveau Marché de gros de Xijiao à Shanghai, dont la SEMMARIS avait établi le plan d'ensemble, a été posée le 29 octobre 2007.

### Le programme de marketing stratégique

Dernière année du programme triennal 2005-2007 de marketing stratégique dont les cinq principaux enjeux étaient la

promotion des produits frais et de Rungis, notamment auprès des jeunes ; la défense de la fonction de marché physique via le soutien de la fréquentation du site ; la poursuite du développement sur la RHD ; la transmission de nos valeurs et d'une image plus moderne ; le développement de la notoriété à l'international.

Un bilan positif tant dans la démarche B to B (gain de parts de marché en restauration commerciale notamment, maintien de la fréquentation du Marché et forte augmentation des créations de nouveaux acheteurs) que dans l'approche consommateur final (création d'une plate-forme de marque corporate ; déploiement d'outils de communication ; augmentation de 3 % de la notoriété et de 12 % de l'image du MIN auprès des Français ; forte visibilité médias avec près de 2 700 retombées France par an).

On retiendra par ailleurs pour l'exercice 2007 :

- la mise en œuvre d'études stratégiques sur l'offre et l'attractivité du site, pour le pavillon des viandes notamment ;
- l'organisation ou la participation à des événements médiatiques (Entretiens de Rungis, Campagne de communication grand public, Glorieuses de Bresse dans le Pavillon de la volaille, Parcours étoilé de Paul Bocuse avec 300 chefs, animations dans les brasseries FLO, Fraich'attitude...) ;
- la refonte des outils marketing/communication : nouveau site Internet Rungis Education, nouvelles maquettes *Rungis Actualités* et magazine interne *Entre Nous*, outils de mesure Internet et médiatisation ;
- le développement des actions pédagogiques en partenariat avec l'Education Nationale : formation d'enseignants, visites, kits de formation.

### Le développement durable

Le prolongement de la ligne du bus « Trans Val-de-Marne » entre le Marché de Rungis et la Croix de Berny a été mis en service en juillet 2007.

Les études de la ligne de Tramway entre Villejuif et l'aéroport d'Orly et Athis-Mons se sont normalement poursuivies en 2007.

Le chantier de rénovation du terminal ferroviaire du Marché a démarré en 2007, comme indiqué précédemment.

Le nouveau dispositif de traitement de fumées de l'usine d'incinération Intercommunale d'élimination et de valorisation des déchets (SIEVD) fonctionne désormais dans des conditions satisfaisantes.

Le programme pluriannuel d'amélioration du réseau d'assainissement du MIN s'est poursuivi en 2007 avec un investissement de l'ordre de 28 K€.

### Evénements survenus depuis le début de 2008

Aucun événement nouveau susceptible d'affecter les comptes de la société n'est intervenu depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

# Résultats financiers

## des 5 derniers exercices

	2003	2004	2005	2006	2007
<b>Situation financière</b>					
a) Capital social	4 946 864	4 946 864	4 946 864	4 946 864	6 187 856
b) Nombre d'actions émises	309 179	309 179	309 179	309 179	386 741
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	—	—	—	—	—
<b>Résultat global des opérations effectuées</b>					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	66 746 719	72 393 970	75 155 736	77 214 991	80 634 256
b) Résultat avant impôts, amortissements et provisions	11 971 556	22 886 172	23 309 268	27 859 442	33 169 709
c) Impôts sur les bénéfices (hors provisions)	2 015 313	1 173 987	1 140 035	2 308 782	4 543 556
d) Participation des salariés au titre de l'exercice					650 026
e) Résultat après impôts, amortissements et provisions	2 921 544	1 268 536	1 371 049	3 680 668	7 101 863
f) Montant des bénéfices distribués	296 812	296 812	296 812	803 865	2 339 783
<b>Résultat des opérations réduites à une seule action</b>					
a) Résultat avant impôts, amortissements et provisions	38,72	74,02	75,39	90,11	85,77
b) Résultat après impôts, amortissements et provisions	9,45	4,10	4,43	11,90	18,36
c) Dividende passé à chaque action	0,96	0,96	0,96	2,60	6,05
<b>Personnel</b>					
a) Nombre de salariés (effectif moyen mensuel)	222	223	225	219	215
b) Montant de la masse salariale	7 964 605	8 151 891	8 437 621	8 781 263	8 742 939
c) Montant des sommes versées au titre des charges sociales et avantages sociaux	4 193 059	4 402 854	4 523 008	4 634 559	4 798 244

# Mandats ou fonctions exercés

## dans toute autre société par les mandataires sociaux au cours de l'exercice

Nom / Nature du mandat	Société
<b>Pierre ACHARD</b> (depuis le 15/11/2007)	
<b>Membre du Conseil de Surveillance</b>	Compagnie Nationale du Rhône (SA d'Intérêt Général) Parsys (SA)
<b>Gilles BOISSONNET</b> (depuis le 23/11/2007)	
<b>Président</b>	Compagnie Retail Park-CRP (SAS) Compagnie Retail-Park Développement (SAS) Foncière Altaréa (SAS) Alta Drouot (SAS)
<b>Représentant permanent de Altaréa France</b>	Alta CRP Montmartre / Alta Saint-Honoré / Alta Berri / Sillon 3 /Wagram 39-41 / SAS Sillon / Les Halles du Beffroi / Alta Cité / Avenue de Fontainebleau / L'Empire / Nanterre Quartier de l'Université / Altaréa PPI SNC des 3 Communes / Alta CRP Aubergenville / Alta CRP Gennevilliers Alta CRP Guipavas / Alta CRP Investissement / Alta CRP Noyon Alta CRP Pontault-Combault / Alta CRP Puget / Alta CRP Rambouillet Alta CRP Ris-Orangis / Alta CRP Ronchin / Alta CRP Ruaudin Alta CRP Saint-Aunes / Alta CRP Valbonne / Alta CRP Pierrelaye / Aubergenville 2 / Gennevilliers 2 / Teci et Cie / Foncière Cézanne Mermoz Matignon Commerce / Altaréa Les Tanneurs / Bordeaux Ste-Eulalie Alta Matignon / SNC du Sud du CC de Thiais / SNC du CC de Thiais / Altaréa 2 Sillon 2 / Matignon Commerce / Foncière Cézanne Matignon / Drouet d'Erlon Plaisir 1 / Plaisir 2 / Avenue Paul Langevin / Collet Berger / Grand Tour SNC du CC de Valdoly / Alta Mulhouse / Sté d'Aménagement de la Gare de l'Est / SNC Alta Aubette / SNC Société du CC de Massy / SNC du CC du KB / Aubette / Tourisme Résidence / Alta Thionville / Alta Tourcoing / Alta Troyes / Altaréa Promotion Commerce / Monnet Liberté / SNC Altaréa / Sorac / Alta CRP Mougins / Alta CRP La Valette / AG Investissement / Alta CRP Mantes-la-Jolie SNC Crêches Invest / SCI du 46 / Bourg Belé / Alta St-Georges / Rue de l'Hôtel de Ville / Bercy Village / Bercy Village 2 / Reims Buirette / Troyenne d'Investissement / Lille Grand-Place / Vendôme Massy 2 / Kleber Massy Alta Nouveau Port La Seyne / SCI du Centre d'Affaires du KB SCI Espace Grand Rue / SCI Des Clausonnes / SEP Massy
<b>Représentant permanent de Compagnie Retail Park-CRP</b>	Alta CRP Vivienne Alta Coparts SCI du Petit Menin SCI Fernet
<b>Président et Membre du Directoire Gérant</b>	Altaréa France (SAS) SARL Les Clausonnes Investissement
<b>Bruno BORREL</b>	
<b>Administrateur</b>	Banque Populaire Rives de Paris (SA) DEXPA (SAS)
<b>Président</b>	Odeon Développement (SAS) Odexport (SAS) Odeon (SAS)
<b>Directeur Général</b>	Fromages et Détail (SAS)

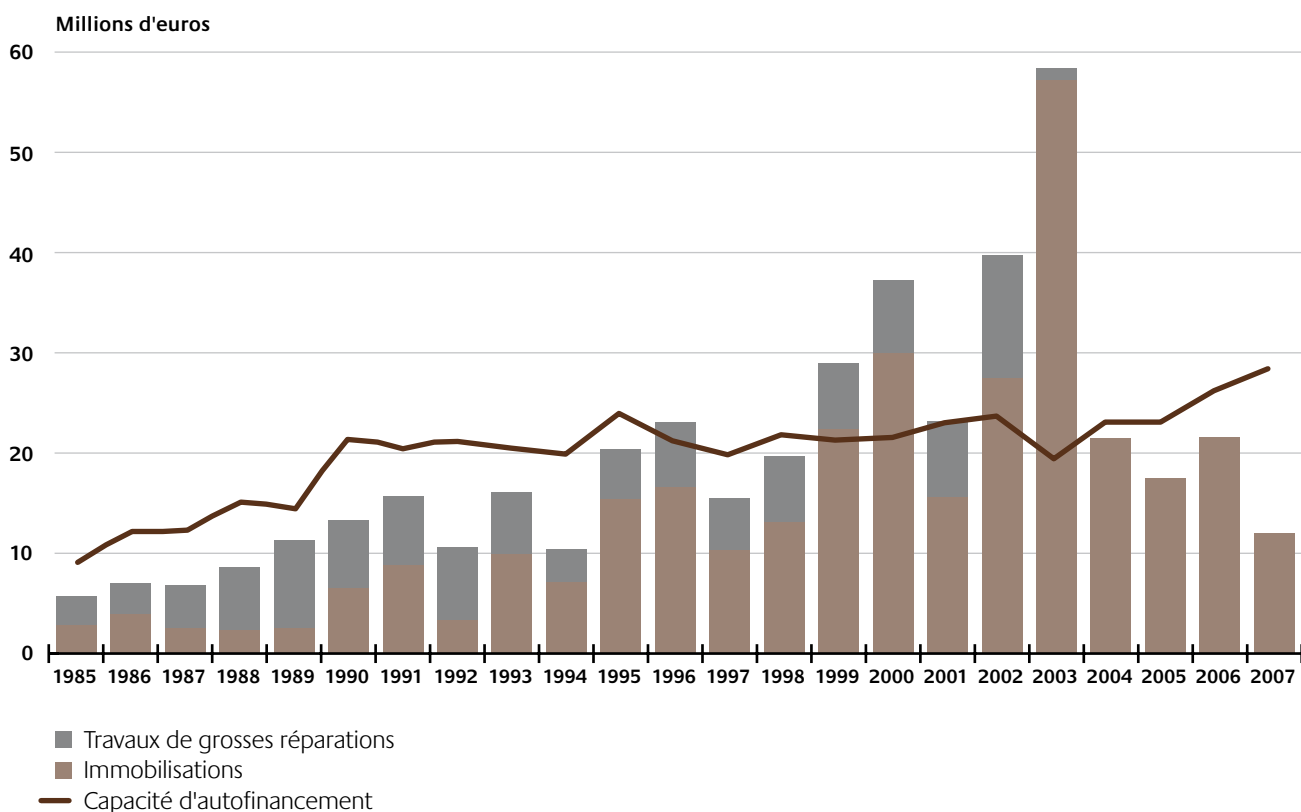
<b>Nom / Nature du mandat</b>	<b>Société</b>
<b>Eric DUMAS</b> (depuis le 23/11/2007)	
<b>Membre du Conseil de Surveillance</b>	Altaréa (SCA)
<b>Membre du Directoire</b>	Altaréa France (SAS)
<b>Jean-François FAVRE</b> (depuis le 23/11/2007)	
<b>Directeur Général</b>	Alta Cité Avenue de Fontainebleau
<b>Président et Membre du Conseil de Surveillance</b>	Altaréa France
<b>Gérant ou Cogérant de SARL et SNC</b>	SNC Alta Matignon / SNC du Sud du CC de Thiais / Alta Mulhouse / Alta Marigny / Carré de Soie / Sté d'Aménagement de la Gare de l'Est / Alta aubette Cœur Chevilly / SNC du Centre Commercial du KB / Alta Tourcoing / Monnet Liberté / SNC Altaréa / SNC Le Havre René Coty / SNC du CC du Grand Argenteuil / SNC Crêches Invest / SCI Alta Saint-Georges / SCCV Jardins de la Seine 1/ SCCV Jardins de la Seine 2 / OPEC / Socobac / Hippodrome Carré de soie
<b>Mireille FLAM</b>	
<b>Présidente du Conseil de Surveillance</b>	Sogaris (SA)
<b>Vice-Présidente du Conseil d'Orienta- tion et de Surveillance</b>	Credit Municipal de Paris
<b>Déléguée de la Ville de Paris aux Assemblées Générales</b>	Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain (CPCU)
<b>Marc HERVOUET</b>	
<b>Directeur Général</b>	SAS Cottin SAS Courtin Hervouet & Associés
<b>Président-Directeur Général</b>	Somavog (SAS)
<b>Président</b>	Financière Courtin Hervouet (SAS) Rungis Volaille Plus (SA Coopérative à C.A.)
<b>Représentant du Président</b>	Financière Courtin Hervouet de Alvi 2000 (SAS)
<b>Gérant</b>	Etablissements Jouhaud (SARL)
<b>Christian HERVY</b>	
<b>Président</b>	SAEM pour la gestion de la géothermie à Chevilly Larue
<b>Membre</b>	Syndicat Interdépartemental pour la gestion des terrains concédés à Sogaris
<b>Vice-Président</b>	Syndicat Intercommunal d'Exploitation et de Valorisation des Déchets
<b>Administrateur</b>	Sadev 94 (SAEM)
<b>Membre du Conseil d'Orienta- tion et de Surveillance</b>	Agence de Développement du Val-de-Marne
<b>Olivier MAREMBAUD</b> (depuis le 15/11/2007)	
<b>Président du Conseil d'Administration</b>	Transport et Logistique Partenaires (SA)
<b>Administrateur</b>	SNCF Participations (SA) Financière Ermewa Geodis Biocydex SAS
<b>Gérant associé</b>	Olivier Marembaud Conseil ( SARL sans activité)
<b>Membre du Conseil de Surveillance</b>	Fret GV

# Mandats ou fonctions exercés

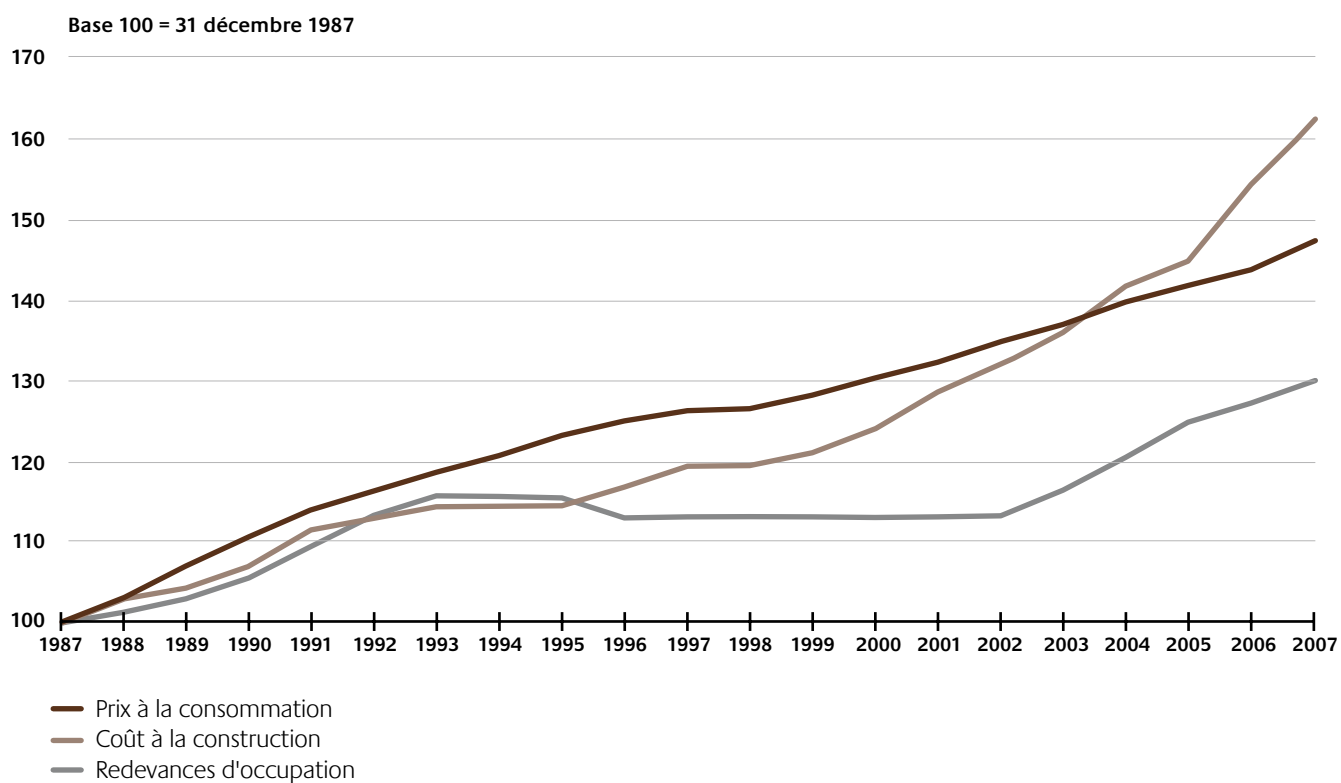
dans toute autre société par les mandataires sociaux  
au cours de l'exercice

Nom / Nature du mandat	Société
<b>Jacques NICOLET</b> (depuis le 23/11/2007)	
<b>Président du Conseil de Surveillance</b>	Altaréa (SCA)
<b>Président</b>	Altafinance (SAS) Compagnie Altaréa Habitation JN Investissements JN Holding
<b>Gérant</b>	Damejane 14, rue des Saussaies
<b>Membre du Conseil de Surveillance</b> <b>Administrateur de sociétés étrangères</b>	Altaréa France (SAS) SA Productions de Monte-Carlo Altarea Italia SRL Altarea Espana Altarag Srl
<b>Représentant permanent</b> <b>de Altaréa au Conseil de Surveillance</b>	Cogedim
<b>Christian PEPINEAU</b>	
<b>Président-Directeur Général</b>	Paris-Select (SA) Select Diffusion (SA)
<b>Administrateur</b>	Société d'Exploitation Parc-Expo Paris-Nord Villepinte (SA) Sopexa (SA) Grefel (SA)
<b>Eric PREISS</b> (jusqu'au 14/11/2007)	
<b>Administrateur</b>	Défense Conseil International (SA) Civipol Conseil (SA)
<b>Philippe PRONOST</b> (depuis le 15/11/2007)	
<b>Administrateur</b>	Laboratoire Français du Fractionnement et des Biotechnologies (SA) Charbonnages de France (EPIC) La Française des Jeux (SA)
<b>Marc SPIELREIN</b>	
<b>Représentant le Gérant (SEMMARIS)</b> <b>Président-Directeur Général</b> <b>Administrateur</b>	SCI Bureau Rungis International Société Agricole et Immobilière du golf de St-Nom-la-Bretèche Groupe Revue Fiduciaire Florence Doré (SA)
<b>Alain TARAVELLA</b> (depuis le 23/11/2007)	
<b>Président</b>	Altafinance (SAS) Altapar (SAS) Alta Patrimoine (SAS) Altafi 2 (SAS) Altaréa (SCA)
<b>Cogérant</b> <b>Directeur Général</b> <b>et Membre du Directoire</b> <b>Membre du Conseil de Surveillance</b>	Altafinance (SAS) Altaréa France (SAS) Cogedim (SAS)
<b>Président et Administrateur</b> <b>de sociétés étrangères</b>	Altarea Inc. Altarea Italia SRL Altarea Espana Altarag Srl

## Évolution de l'investissement brut



## Évolution comparée des tarifs de redevance, de l'indice des prix à la consommation et du coût à la construction



# Bilan

## au 31 décembre 2007

ACTIF	Exercice N			Exercice N -1
	Brut	Amortissement et provisions	Net	Net
<b>■ Actif immobilisé</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>498 353</b>	<b>344 660</b>	<b>153 693</b>	<b>139 479</b>
Autres (logiciels)	405 313	344 660	60 653	48 153
Marque commerciale	91 326		91 326	91 326
Immobilisations en cours (logiciels)	1 714		1 714	
<b>Immobilisations corporelles propres à la société</b>	<b>2 441 373</b>	<b>2 177 544</b>	<b>263 829</b>	<b>302 557</b>
Terrains	64 138		64 138	64 138
Constructions	163 068	163 068		
Matériel et outillage	229 459	215 523	13 936	25 984
Matériel de transport	133 585	86 232	47 353	62 840
Mobilier et matériel de bureau et informatique	1 511 639	1 373 237	138 402	149 595
Agencements et installations	339 484	339 484		
<b>Immobilisations corporelles du domaine concédé</b>	<b>422 030 433</b>	<b>85 568 100</b>	<b>336 462 333</b>	<b>337 367 035</b>
<b>Immobilisations non renouvelables</b>				
Terrain	6 850 091		6 850 091	6 850 091
Constructions	182 719 353		182 719 353	177 841 774
Agencements et installations générales et divers	24 496 905		24 496 905	24 022 784
<b>Immobilisations renouvelables</b>				
Matériel et outillage	106 563 101	41 559 210	65 003 892	69 049 277
Agencements et installations	97 375 193	44 008 890	53 366 303	56 885 261
Immobilisations en cours	4 022 113		4 022 113	2 714 170
Avances et acomptes sur immobilisations	3 677		3 677	3 677
<b>Immobilisations financières</b>	<b>14 104 226</b>		<b>14 104 226</b>	<b>14 491 918</b>
Participations	10 411 079		10 411 079	10 411 079
Créances rattachées à des participations	3 391 983		3 391 983	3 787 183
Autres titres immobilisés	20 085		20 085	20 085
Prêts				
Autres	281 079		281 079	273 571
<b>Total I</b>	<b>439 074 385</b>	<b>88 090 304</b>	<b>350 984 081</b>	<b>352 300 989</b>
<b>■ Actif circulant</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
Autres approvisionnements				
<b>Avances et acomptes versés</b>	<b>20 173</b>		<b>20 173</b>	<b>29 359</b>
<b>Créances d'exploitation</b>	<b>17 730 863</b>	<b>1 502 240</b>	<b>16 228 623</b>	<b>15 679 537</b>
Clients et comptes rattachés	13 277 003	1 502 240	11 774 764	11 296 266
Autres débiteurs	4 453 859		4 453 859	4 273 517
Créances diverses				109 755
<b>Valeurs mobilières de placement</b>	<b>44 574 177</b>	<b>38 134</b>	<b>44 536 044</b>	<b>29 758 334</b>
Actions				
Autres titres	44 574 177	38 134	44 536 044	29 758 334
<b>Disponibilités</b>	<b>166 478</b>		<b>166 478</b>	<b>737 636</b>
Banques et Chèques Postaux	133 588		133 588	709 072
Caisses	11 962		11 962	8 135
Régies d'avance	20 929		20 929	20 429
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>1 223 145</b>		<b>1 223 145</b>	<b>1 186 659</b>
<b>Total II</b>	<b>63 714 836</b>	<b>1 540 373</b>	<b>62 174 463</b>	<b>47 391 525</b>
<b>■ Comptes de régularisation</b>				
<b>Charges à répartir</b>				
<b>Primes de remboursement des obligations</b>				
<b>Total général</b>	<b>502 789 221</b>	<b>89 630 677</b>	<b>413 158 544</b>	<b>399 692 514</b>



PASSIF	Avant répartition	
	Exercice N	Exercice N -1
<b>■ Capitaux propres</b>		
Capital	6 187 856	4 946 864
Prime d'apport	24 409 836	
Réserve légale	494 686	494 686
Autres réserves		
Report à nouveau	14 536 097	11 659 295
Résultat de l'exercice	7 101 863	3 680 668
<b>Sous-total situation nette</b>	<b>52 730 338</b>	<b>20 781 513</b>
<b>Autres fonds propres - droits du concédant</b>		
Subventions nettes reçues	53 479 691	46 589 270
Amortissements de caducité	186 307 046	177 159 848
Autres (provisions pour renouvellement utilisées)	23 389 392	23 389 392
<b>Sous-total droits du concédant</b>	<b>263 176 129</b>	<b>247 138 510</b>
<b>Total I</b>	<b>315 906 467</b>	<b>267 920 023</b>
<b>■ Provisions</b>		
Provisions pour risques	1 027 986	1 817 054
Provisions pour charges		
<b>Total II</b>	<b>1 027 986</b>	<b>1 817 054</b>
<b>■ Dettes</b>		
<b>Dettes financières</b>	<b>47 186 052</b>	<b>84 714 784</b>
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	34 322 439	40 598 487
Autres dettes financières	12 863 613	44 116 298
<b>Avances et acomptes reçus</b>	<b>338 436</b>	<b>471 268</b>
<b>Dettes d'exploitation</b>	<b>20 487 041</b>	<b>18 674 744</b>
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 287 184	11 393 796
Dettes fiscales et sociales	8 579 863	6 800 302
Autres	619 994	480 646
<b>Dettes diverses</b>	<b>7 323 930</b>	<b>5 576 441</b>
Dettes sur immobilisations	6 663 637	5 403 160
Autres	660 294	173 281
<b>Produits constatés d'avance</b>	<b>20 888 632</b>	<b>20 518 199</b>
<b>Total III</b>	<b>96 224 092</b>	<b>129 955 437</b>
<b>Total général</b>	<b>413 158 544</b>	<b>399 692 514</b>

# Compte de résultat (en liste)

## exercice 2007

	Exercice N		Exercice N -1	
	Montants H.T.	Totaux partiels	Montants H.T.	Totaux partiels
<b>■ Produits d'exploitation</b>				
Prestations de services				
- Produits proportionnels	14 216 078		14 267 274	
- Produits ordinaires	44 504 933		42 515 200	
- Produits sur services concédés	1 556 492		1 474 872	
- Charges récupérables	20 053 015		19 145 290	
- Produits divers	152 976		171 424	
- Produits des activités annexes	150 762		- 359 070	
<b>Montant du chiffre d'affaires</b>		<b>80 634 256</b>		<b>77 214 991</b>
Reprises sur provisions	1 214 798	<b>1 214 798</b>	405 002	<b>405 002</b>
Transferts de charges	315 618	<b>315 618</b>	390 903	<b>390 903</b>
Autres produits et subventions d'exploitation	44 009	<b>44 009</b>	42 012	<b>42 012</b>
<b>Total I</b>		<b>82 208 681</b>		<b>78 052 908</b>
<b>■ Charges d'exploitation</b>				
<b>Consommation de l'exercice</b>		<b>37 568 134</b>		<b>36 870 069</b>
Achats stockés				
- Autres approvisionnements	611 229		258 515	
Achats non stockés de matières premières	6 612 375		6 877 869	
Services extérieurs				
- Personnel extérieur	1 011 028		934 385	
- Loyer crédit-bail	254 360		571 187	
- Autres	29 079 143		28 228 114	
<b>Impôts, taxes et versements assimilés</b>		<b>937 606</b>		<b>690 720</b>
- Sur rémunérations	250 520		247 224	
- Autres	687 086		443 496	
<b>Charges de personnel</b>		<b>13 541 184</b>		<b>13 415 822</b>
- Salaires et traitements	8 742 939		8 781 263	
- Charges sociales	4 798 244		4 634 559	
<b>Dotations aux amortissements et provisions</b>		<b>22 220 449</b>		<b>22 915 048</b>
- Sur immobilisations	12 145 037		12 329 565	
- Provisions sur actif circulant	700 852		573 179	
- Provisions pour risques et charges	9 374 561		10 012 305	
<b>Autres charges</b>	291 326	<b>291 326</b>	212 789	<b>212 789</b>
<b>Total II</b>		<b>74 558 700</b>		<b>74 104 447</b>
<b>1) - Résultat d'exploitation (I-II)</b>		<b>7 649 981</b>		<b>3 948 461</b>
<b>■ Produits financiers</b>		<b>2 732 675</b>		<b>2 542 955</b>
De participation	1 274 032		1 145 066	
D'autres valeurs mobilières et créances et de l'actif immobilisé	60 463		32 213	
Cession valeurs immobilières	1 398 179		1 365 676	
<b>Total III</b>		<b>2 732 675</b>		<b>2 542 955</b>
<b>■ Charges financières</b>		<b>2 020 581</b>		<b>2 539 419</b>
Dotations aux amortissements et provisions	38 134			
Intérêts et charges assimilées	1 968 373		2 533 850	
Différence négative de change	175		3 252	
Cession valeurs mobilières	13 900		2 317	
<b>Total IV</b>		<b>2 020 581</b>		<b>2 539 419</b>
<b>2) - Résultat financier (III-IV)</b>		<b>712 093</b>		<b>3 536</b>
<b>3) - Résultat courant avant impôt (1 + 2)</b>		<b>8 362 074</b>		<b>3 951 997</b>
<b>■ Produits exceptionnels</b>		<b>7 778 307</b>		<b>3 555 446</b>
Sur opérations de gestion	2 283 658		1 488 873	
Sur opérations en capital				
- Produits de cession éléments actifs	16 956		25 853	
Autres	2 968 094		202 598	
Reprise de provisions	382 382		640 054	
Transferts de charges	2 127 216		1 198 069	
<b>Total V</b>		<b>7 778 307</b>		<b>3 555 446</b>
<b>■ Charges exceptionnelles</b>		<b>3 844 935</b>		<b>1 517 994</b>
Sur opérations de gestion	484 191		784 690	
Sur opérations en capital				
- Valeur comptable des éléments cédés	500 781		677 919	
- Autres	2 647 104		55 385	
Dotations aux amortissements et provisions	212 860			
- Autres				
<b>Total VI</b>		<b>3 844 935</b>		<b>1 517 994</b>
<b>4) - Résultat exceptionnel (V-VI)</b>		<b>3 933 372</b>		<b>2 037 453</b>
<b>Participation des salariés (VII)</b>	650 026	<b>650 026</b>		
<b>Impôt sur les bénéfices (VIII)</b>	4 543 556	<b>4 543 556</b>	2 308 782	<b>2 308 782</b>
<b>Total des produits (I + III + V)</b>		<b>92 719 662</b>		<b>84 151 310</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>		<b>85 617 799</b>		<b>80 470 642</b>
<b>Bénéfice</b>		<b>7 101 863</b>		<b>3 680 668</b>

# Flux de trésorerie

exercice 2007

	Année N	Année N -1
<b>Flux de trésorerie liés à l'activité (opérations courantes)</b>		
Résultat de l'exercice	5 078 777	2 684 240
Dotations aux amortissements et provisions sur actifs	12 884 022	12 902 744
Reprises dotations aux amortissements et provisions sur actifs	- 530 340	- 405 002
Dotations aux provisions du passif	9 374 561	10 012 305
Reprise Dotations aux provisions du passif	- 985 000	
<b>Total I</b>	<b>25 822 020</b>	<b>25 194 286</b>
<b>Flux de trésorerie liés à l'activité (opérations exceptionnelles)</b>		
Résultat de l'exercice	2 023 085	996 427
Dotations aux amortissements et provisions sur actifs immobilisés	212 860	
Reprises dotations aux amortissements et provisions sur actifs immobilisés	- 50 408	- 640 054
Dotations aux provisions du passif		
Reprises dotations aux provisions du passif	- 31 431	
Plus ou moins-values de cessions	483 825	707 983
<b>Total II</b>	<b>2 637 931</b>	<b>1 064 357</b>
<b>Capacité d'autofinancement (I + II)</b>		
Créances clients et comptes rattachés	- 949 552	- 1 656 842
Autres créances d'exploitation	202 655	44 722
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	- 106 613	790 496
Autres dettes d'exploitation	2 643 523	1 700 665
<b>Variation du besoin en fonds de roulement</b>	<b>1 790 013</b>	<b>879 041</b>
<b>Flux nets de trésorerie liés à l'activité</b>	<b>30 249 964</b>	<b>27 137 684</b>
<b>Flux de trésorerie liés à l'investissement</b>		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	- 11 886 562	- 21 317 551
Cessions d'immobilisations	412 156	419 533
Autres encaissements et décaissements	1 260 477	- 1 567 373
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>- 10 213 929</b>	<b>- 22 465 391</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>		
Variation de capital et autres fonds propres	32 541 249	
Dividendes versés	- 803 865	- 296 812
Encaissements de nouveaux emprunts		
Remboursements d'emprunts	- 6 729 575	- 6 222 514
Remboursements d'avance de l'Etat	- 30 739 438	- 1 832 938
Autres variations financières	24 518	287 929
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>- 5 707 112</b>	<b>- 8 064 334</b>
Trésorerie nette à l'ouverture	30 263 602	33 655 643
Trésorerie nette à la clôture	44 592 526	30 263 602
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>14 328 923</b>	<b>- 3 392 041</b>

# Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice 2007

## 1] Faits significatifs de l'exercice

L'opération d'ouverture du capital de la SEMMARIS, initiée par l'Etat en août 2006, s'est achevée en septembre 2007 avec l'entrée du Groupe ALTAREA au capital de la société.

Les principales caractéristiques de cette opération ont été les suivantes :

L'Etat a cédé sa créance (28,72 M€ en principal) qu'il détenait sur la SEMMARIS à ALTAREA qui l'a apportée à la SEMMARIS, l'opération se traduisant par une augmentation de capital de la société réservée à ce partenaire et en conséquence par l'extinction de la dette apportée. L'Etat a cédé ensuite 51 377 actions de la SEMMARIS à ce partenaire stratégique.

A la suite de l'apport de la créance et de l'acquisition des actions cédées par l'Etat, ALTAREA détient 33,34 % du capital et des droits de vote de la SEMMARIS, les autres actionnaires ont vu leur participation diluée du fait de l'apport, les entités du secteur public conservant la majorité du capital de la SEMMARIS.

La répartition du capital est ainsi modifiée :

	Avant l'opération	Après l'opération
Etat	56,85	32,16
Caisse des Dépôts	5,76	4,60
Ville de Paris	16,50	13,19
Département du Val-de-Marne	7,00	5,60
Professionnels et divers	13,89	11,11
ALTAREA	0	33,34
	<u>100,00</u>	<u>100,00</u>

Pour les besoins de l'opération, la SEMMARIS a fait évaluer la créance détenue par l'Etat par un expert indépendant, qui a conclu à une valeur actualisée de 26,09 M€. L'écart entre cette valeur d'apport et la valeur comptable de la créance (28,72 M€) constitue un produit exceptionnel de l'exercice de 2,63 M€.

L'apport ayant été réalisé sur la base d'une valeur unitaire de l'action de la SEMMARIS de 336,37€, l'augmentation de capital s'est traduite par :

- L'émission de 77 562 actions de 16 € de nominal portant le capital social de 4 946 864 € à 6 187 856 €.
- La création d'une prime d'apport de 24 849 030 €.

Conformément aux décisions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 novembre 2007, les frais relatifs à cette opération ont été imputés, impôts déduits, sur le montant de la prime d'apport qui est de ce fait ramenée à 24 409 836 €.

A l'issue de cette opération, l'Etat détenant moins de 50 % du capital de la société, la SEMMARIS est désormais soumise aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la participation des salariés aux résultats de l'entreprise.

Le pavillon de la Marée, totalement restructuré de 2001 à 2003, a subi un important sinistre de construction sur les 26 000 m<sup>2</sup> de résine de sol du rez-de-chaussée (cloquage et fissurations). Après deux ans d'investigation sur les causes, les responsabilités et le processus de réfection, une première phase de réparation des quais de Boulogne et de Lorient s'est déroulée à l'été 2007. La totalité du coût de ces travaux (2,1 M€) a été pris en charge et remboursé par AXA dans le cadre de la police dommages-ouvrage souscrite lors de la restructuration du bâtiment. Les dépenses relatives à cette opération sont inscrites en charges exceptionnelles, l'indemnité perçue en produits de même nature.

De 1995 à 2001, sous la pression de ses assureurs, la SEMMARIS a mis en place un réseau de protection incendie (sprinklers) dans les 9 grands bâtiments du secteur des Fruits et Légumes.

Dès 2001, cette installation a souffert de désordres de corrosion interne et externe affectant son bon fonctionnement. Sur la base d'une expertise qui concluait à un sinistre quasi généralisé et évolutif la SEMMARIS a au cours de l'année 2004, saisi le Tribunal de Commerce à l'encontre des constructeurs

et de leurs assureurs en invoquant le caractère décennal des désordres. Les opérations d'expertise se sont poursuivies sans résultat pendant plus de 2 ans et demi.

Une possibilité de transaction a émergé fin 2006 avec l'ensemble des parties. Elle s'est concrétisée par un projet de protocole qui a été soumis au Conseil d'Administration de la SEMMARIS en décembre 2006, sur la base d'une indemnité transactionnelle de 1,95 M€.

Sur le plan technique, la solution consiste en l'application d'un traitement curatif des canalisations. Les travaux commencés en septembre 2007 devraient être achevés en fin d'année 2008. Le coût de cette opération est chiffré à 2,6 M€, honoraires compris. Elle est assortie d'une garantie décennale.

Compte tenu de la réelle prolongation de durée de vie de l'installation et du fait que l'immobilisation d'origine avait fait l'objet d'un amortissement accéléré à partir de la connaissance du sinistre, les travaux de remise à niveau sont activés. L'indemnité transactionnelle reçue, représentant 74,5 % du coût des travaux est comptabilisée en subvention d'investissement.

## 2] Présentation de la société

En vertu du décret n° 65-325 du 27 avril 1965 modifié, la SEMMARIS est concessionnaire de l'Etat pour la construction et l'exploitation du Marché d'Intérêt National de PARIS-RUNGIS créé par le décret n° 62-795 du 13 juillet 1962. Les conventions avec l'Etat, en vigueur au 31 décembre 2007, fixent le terme du contrat de concession au 29 avril 2034.

La SEMMARIS assure sa mission dans le cadre des articles L. 761-1 et suivants et R761-1 et suivants du Code de commerce relatifs aux Marchés d'Intérêt National.

## 3] Règles et méthodes comptables

### 3-1 Principes

Les comptes de l'exercice sont présentés conformément aux dispositions du Plan Comptable Général.

Les hypothèses de base de continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables, indépendance des exercices et coûts historiques ont notamment été suivies.

Les informations chiffrées sont fournies, sauf indications contraires, en euros.

### 3-2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations de la société sont évaluées à leur coût d'acquisition et sont réparties en deux rubriques :

- **Immobilisations du domaine concédé** qui devront être remises gratuitement et en bon état d'usage à l'autorité concédante à la fin du contrat de concession. Conformément à la convention du 23 février 1967 avec l'Etat, complétant les dispositions du Décret 65-325 du 27 avril 1965 modifié, les bâtiments, constructions et installations de la concession sont propriété de l'Etat dès leur édification ou leur acquisition par la société.

#### a) Amortissement de caducité

Les immobilisations du domaine concédé font l'objet d'un amortissement de caducité classé au passif en « autres fonds propres ». Cet amortissement a pour objet de ramener la valeur nette comptable des biens de retour à une valeur nulle à l'issue de la concession.

Il est calculé :

- Linéairement de la date d'investissement des capitaux jusqu'à celle de la fin de la concession pour la partie financée sur fonds propres ou sur emprunts contractés à partir de l'exercice 2003.
- Sur l'échéancier des crédits pour la partie financée par des emprunts antérieurs à 2003.

La base d'amortissement correspond à la valeur brute des immobilisations diminuée des subventions d'investissement et des provisions pour renouvellements utilisées conformément à leur objet et maintenues au passif du bilan.

- **Immobilisations propres**, constituées d'actifs immobiliers situés en dehors du périmètre de la concession (dite Zone A) et de matériels et mobiliers dissociables de la concession.

#### b) Amortissement techniques

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003, la société applique l'approche par composants (règlement CRC 2002-10 du 12 décembre 2002). Les amortissements sont déterminés en dissociant chaque actif par composants ayant leur propre durée d'utilisation et rythme de renouvellement.

Les immobilisations concédées renouvelables et les immobilisations propres à la société sont amorties sur leur durée d'utilisation, à savoir :

Agencements et installations :	de 10 à 40 ans
Mobilier et matériel de bureau	de 5 à 10 ans
Matériel informatique	5 ans
Véhicules	5 ans

Les structures de bâtiments dont la durée d'utilisation est évaluée à 70 ans, les aménagements généraux et V.R.D. dont la durée d'utilisation est supérieure à la durée de la concession, ne font pas l'objet d'amortissements techniques.

# Annexe au bilan et compte de résultat de l'exercice 2007

## **c) Provision pour dépréciation**

L'environnement technique, économique et juridique auquel l'actif immobilisé de la société est dévolu n'a pas enregistré de changement important.

L'approche globale de la valeur nette comptable des immobilisations corporelles, déduction faite des amortissements de caducité déjà pratiqués et inscrits au passif de bilan en Droits du Concédant, ne révèle pas de perte de valeur significative. A ce titre, la concession dans son ensemble est retenue comme unité génératrice de trésorerie.

## **d) Subventions d'investissement**

Les subventions d'investissement reçues pour assurer le financement des immobilisations sont inscrites au passif du bilan dans les capitaux propres. Elles y sont maintenues et ne font pas l'objet de reprise puisque venant en déduction de la valeur des immobilisations du domaine concédé pour le calcul des amortissements de caducité (cf. note 3-2-a).

## **3-3 Immobilisations financières**

La valeur brute des participations correspond à la valeur d'acquisition. Le cas échéant, des provisions pour dépréciation sont constatées en tenant compte de la valeur d'inventaire des titres détenus et de l'évolution prévisible des résultats de la société considérée.

## **3-4 Créances et dettes d'exploitation**

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, sur la base d'un examen individuel, dépréciées pour tenir compte des risques de non-recouvrement.

## **3-5 Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs mobilières de placement sont inscrites à l'actif pour leur valeur d'achat. Le cas échéant, une provision est constatée par rapport au dernier prix du marché.

## **3-6 Autres fonds propres**

En application des dispositions du Plan Comptable Général relatives aux opérations faites dans le cadre des concessions de services publics, la valeur des droits du concédant exigibles en nature au titre des biens en concession inscrits à l'actif est portée au passif du bilan.

Cette rubrique regroupe les subventions d'investissement reçues (cf. note 3-2-d), les amortissements de caducité (cf. note 3-2-a) et les provisions pour renouvellement antérieurement constituées et utilisées conformément à leur objet.

## **3-7 Provisions pour risques et charges**

Une provision est dotée si la société a une obligation à l'égard de tiers et qu'il est probable ou certain que cette obligation se traduise par une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue de ceux-ci après la clôture des comptes.

Ces provisions sont estimées en fonction des données connues de la société à la date d'arrêt des comptes.

Le poste « provisions » du compte de résultat regroupe les amortissements de caducité (cf. note 3-2-a) et les provisions pour risques et charges.

## **3-8 Droits de première accession**

Les Droits de Première Accession correspondant à une entrée dans un bâtiment nouvellement créé ou restructuré sont étalés sur la durée de la concession. Antérieurement portée en produits exceptionnels, l'annuité rapportée au compte de résultat est inscrite en produits d'exploitation depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004. Pour l'exercice 2007, son montant s'élève à 660 K€.

Par ailleurs, jusqu'au 31 décembre 2002, ces recettes étaient fiscalisées au moment de leur facturation générant ainsi un impôt payé d'avance. Compte tenu du caractère de ces produits qui relèvent en fait de loyers perçus d'avance, et après avis favorable des Services de la Législation Fiscale, ces recettes reçoivent depuis 2003 une imposition étalée parallèle au traitement comptable.

Les autres Droits de Première Accession sont considérés comme des produits de l'exercice de facturation et inscrits en produits exceptionnels sur opérations de gestion.

Les rachats de droits constituent une charge exceptionnelle de l'exercice au cours duquel l'engagement du rachat est conclu.

## **4] Consolidation**

Conformément aux dispositions de l'article 233-19 du Code de commerce, en dérogation des principes comptables, la société ne publie pas de comptes consolidés, ses filiales et participations étant d'importance négligeable.

## 5] Compléments d'information relatifs au bilan

### 5-1 Immobilisations incorporelles

Valeur brute des immobilisations incorporelles	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions et créations	Diminutions	Virements de poste à poste	Valeur brute en fin d'exercice
<b>Immobilisations incorporelles propres à la sté</b>					
Autres (logiciels)	288 580	1 750	3 370	118 354	405 313
Immobilisations en cours	0	119 538		- 117 824	1 714
<b>Immobilisations incorporelles du domaine concédé</b>					
Marque commerciale <sup>(1)</sup>	91 326				91 326
<b>Total</b>	<b>379 905</b>	<b>121 288</b>	<b>3 370</b>	<b>530</b>	<b>498 353</b>

(1) En 1997, la Société a acheté la marque « Rungis Actualités ». Cette immobilisation incorporelle d'un montant de 91 326 € a été classée en « immobilisation non renouvelable du domaine concédé ». Elle fait l'objet d'un amortissement de caducité sur la durée de la concession.

### 5-2 Immobilisations corporelles

Valeur brute des immobilisations corporelles	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions et créations	Diminutions	Virements de poste à poste	Valeur brute en fin d'exercice
<b>Immobilisations corporelles propres à la sté</b>					
Terrains	64 138				64 138
Constructions	163 068				163 068
Matériel et outillage	229 459				229 459
Matériel de transport	143 470		9 885		133 585
Mobilier, matériel de bureau et informatique	1 512 474	61 495	61 799	- 530	1 511 639
Agencements, installations	339 484				339 484
<b>Immobilisations du domaine concédé</b>	<b>411 024 620</b>	<b>11 696 272</b>	<b>690 459</b>		<b>422 030 433</b>
<i>Immobilisations non renouvelables</i>					
Terrains	6 850 091				6 850 091
Constructions	177 841 774		168 391	5 045 970	182 719 353
Agencements, installations et divers	5 603 285			474 121	6 077 406
Aménagement des terrains (VRD)	18 419 499				18 419 499
<i>Immobilisations renouvelables</i>					
Matériel industriel	104 405 839		444 111	2 601 373	106 563 101
Agencements, installations	95 186 284		77 956	2 266 866	97 375 193
<b>Immobilisations en cours</b>	<b>2 714 170</b>	<b>11 696 272</b>		<b>- 10 388 329</b>	<b>4 022 113</b>
<b>Avances et acomptes sur immobilisations</b>	<b>3 677</b>				<b>3 677</b>
<b>Total</b>	<b>413 476 713</b>	<b>11 757 767</b>	<b>762 144</b>	<b>- 530</b>	<b>424 471 806</b>

# Annexe au bilan et compte de résultat de l'exercice 2007

Les principales variations des postes immobilisations proviennent de :

## La constatation d'immobilisations en cours pour 11,8 M€ dont les principales opérations concernent :

La réhabilitation partielle ou totale d'entrepôts :

O2	2,0 M€
I2	1,5 M€
EOe	0,7 M€
D8	0,6 M€
La poursuite des travaux de restructuration du Terminal Ferroviaire	1,0 M€
L'acquisition de l'entrepôt AB à l'échéance du crédit-bail ayant financé ce bâtiment	0,7 M€

## La diminution des immobilisations en cours pour 10,4 M€ dont les principales réalisations sont :

La livraison des surfaces d'entrepôts rénovés :

O2	2,2 M€
I2	1,5 M€
EOe	0,7 M€
D8	0,5 M€
La mise en service d'installations de sécurité (Bât. FE4-V1P-C1)	1,2 M€
La mise en service des travaux de rénovation du bâtiment COa	0,5 M€

## La sortie d'immobilisations du patrimoine pour 0,8 M€ parmi lesquelles :

Les Quais ferroviaires n° 3 et 7 détruits dans le cadre de la rénovation en cours	0,3 M€
Divers équipements techniques du Point A	0,2 M€

### 5-3 Amortissements

Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	Cumul début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Sorties d'actifs et autres reprises	Cumul fin de l'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>240 427</b>	<b>107 603</b>	<b>3 370</b>	<b>344 660</b>
<b>Immobilisations propres à la société</b>	<b>2 149 536</b>	<b>98 813</b>	<b>70 805</b>	<b>2 177 544</b>
Constructions	163 068			163 068
Matériel et outillage	203 475	12 048		215 523
Matériel de transport	80 630	15 487	9 885	86 232
Mobilier, matériel de bureau et informatique	1 362 879	71 278	60 920	1 373 237
Agencements, installations	339 484			339 484
<b>Immobilisations corporelles concédées</b>	<b>73 103 098</b>	<b>11 938 621</b>	<b>190 558</b>	<b>84 851 161</b>
Immobilisations renouvelables				
Matériel industriel	35 356 562	6 359 378	156 730	41 559 210
Agencements et installations	37 746 536	5 579 243	33 828	43 291 951
<b>Total général</b>	<b>75 493 061</b>	<b>12 145 037</b>	<b>264 733</b>	<b>87 373 365</b>

### 5-4 Immobilisations financières

Valeur brute des immobilisations financières	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions et créations	Diminutions	Valeur brute en fin d'exercice
Participations	10 411 079			10 411 079
Créances rattachées à des participations	3 787 183		395 200	3 391 983
Autres titres	20 085			20 085
Autres	273 571	7 508		281 079
<b>Total</b>	<b>14 491 918</b>	<b>7 508</b>	<b>395 200</b>	<b>14 104 226</b>



Le tableau des filiales et des participations se présente comme suit :

Société	Capital	Réserves	Quote-part de capital détenue %	Valeur d'inventaire des titres détenus	Prêts et avances consentis	Cautions et avals fournis	Chiffre d'affaires	Bénéfice net ou perte	Dividendes encaissés
<b>I - FILIALES</b>									
B. R. I. <sup>(1)</sup>	2 896 531	0	100,00	10 395 072	3 391 983	—	2 162 233	1 160 398	1 160 520
<b>II - FILIALES</b>									
- 1 %	—	—	—	36 092	—	—	—	—	—

(1) Société Civile Immobilière créée par des investisseurs institutionnels dans les années 70 pour la réalisation d'un programme de 21 000 m<sup>2</sup> de bureaux sur des terrains privés dont elle est propriétaire et jouxtant la zone A du MIN. En 1981, la SEMMARIS a acquis 90 % des parts de cette SCI et depuis 2001 elle détient 100 % du capital.

### 5-5 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurant au bilan sont inscrites à leur valeur d'acquisition. Elles comprennent :

Des SICAV de trésorerie en valeur de marché pour	19,98 M€
Des parts de FCP en valeur de marché pour	7,41 M€
Des certificats de dépôts et bons à moyen terme pour	8,01 M€ dont 0,01 M€ d'intérêts courus
Des obligations pour	9,17 M€ dont 0,17 M€ d'intérêts courus.

La valeur d'inventaire des obligations hors coupons courus s'élève à 8 993 605 € traduisant d'une part 36,5 K€ de plus-values latentes et d'autre part 38,2 K€ de moins-values latentes au titre desquelles une provision est comptabilisée sur l'exercice.

### 5-6 Tableau de variation des capitaux propres

	Valeur au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur en fin d'exercice
Capital	4 946 864	1 240 992		6 187 856
Prime d'apport		24 409 836		24 409 836
Réserves	494 686			494 686
Report à nouveau	11 659 295	2 876 802		14 536 097
Résultat de l'exercice	3 680 668	7 101 863	3 680 668 <sup>(1)</sup>	7 101 863
Subventions d'investissement nettes	46 589 270	6 890 421		53 479 691
Amortissements de caducité	177 159 848	9 178 629	31 431	186 307 046
Provisions pour renouvellement utilisées	23 389 392			23 389 392
<b>Total général</b>	<b>267 920 023</b>	<b>51 698 542</b>	<b>3 712 099</b>	<b>315 906 467</b>

(1) Dont dividendes distribués 803 866 €.

Le capital est composé 386 741 actions d'une valeur nominale de 16 € dont 77 562 ont été émises au cours de l'exercice pour rétribuer l'apport de l'avance d'actionnaire dont il est fait mention à la note 1. La prime d'apport est également relative à cette opération.

Les subventions reçues au cours de l'exercice concernent :

- La participation des collectivités (Département du Val de Marne et SNCF) à la restructuration du terminal ferroviaire pour 4,80 M€.
- L'indemnité transactionnelle sur le litige sprinklers des bâtiments du secteur des fruits et légumes pour 1,95 M€ (cf. note 1).

# Annexe au bilan et compte de résultat de l'exercice 2007

## 5-7 Tableau de variation des provisions

	Valeur en début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Valeur à la fin de l'exercice
			Utilisées	Non utilisées	
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>1 817 054</b>	<b>195 932</b>	<b>581 777</b>	<b>403 223</b>	<b>1 027 986</b>
Provisions pour risques					
- Autres provisions	1 817 054	195 932	581 777	403 223	1 027 986
<b>Provisions pour dépréciations</b>	<b>1 886 215</b>	<b>913 712</b>	<b>91 445</b>	<b>489 303</b>	<b>2 219 179</b>
- Immobilisations corporelles du domaine concédé	554 487	212 860		50 408	716 939
- Clients	1 031 186	700 852	91 445	138 352	1 502 240
- Débiteurs divers	300 543			300 543	
<b>Total général</b>	<b>3 703 269</b>	<b>1 109 644</b>	<b>673 223</b>	<b>892 525</b>	<b>3 247 164</b>

### Provisions pour risques :

Les contentieux prud'homaux n'ayant pas évolué au cours de l'exercice, les provisions constituées fin 2006 à hauteur de 200 K€ sont maintenues.

La provision de 985 K€ constatée fin 2006 au titre des obligations légales de recherche d'amiante est reprise en totalité au 31 décembre 2007 : l'ensemble des diagnostics est réalisé et les travaux consécutifs ont été exécutés pour 581 K€.

### Provisions pour dépréciations des immobilisations du domaine concédé :

La provision dotée concerne la valeur résiduelle comptable des quais n<sup>os</sup> 4 et 5 qui seront détruits en 2008 dans le cadre de la restructuration du terminal ferroviaire.

Subsiste par ailleurs en fin d'exercice une provision de 504 K€ concernant les installations non amorties du bâtiment V2P, actuellement inoccupé, et vouées à la destruction lors de la restructuration de ce bâtiment.

### Provisions sur débiteurs divers :

La reprise de provision concerne la solution d'un litige sur un marché de travaux.

Au cours de l'exercice 2004, la société a fait l'objet d'une vérification fiscale de sa comptabilité pour les années 2001 et 2002. Lors de ce contrôle, l'administration fiscale a considéré qu'un complément de taxe professionnelle assis sur la cotisation minimale sur la valeur ajoutée serait dû à hauteur de 280 K€ en refusant la déductibilité des amortissements de caducité.

Sur la base de l'article 1647 B sexies II du CGI qui autorise les bailleurs à déduire de leur valeur ajoutée les amortissements se rapportant aux biens donnés en location, aucun supplément d'imposition ne serait exigible. Notre réclamation contentieuse du 06 janvier 2006 ayant été rejetée par la DVNI, une requête introductive d'instance a été déposée au Tribunal Administratif le 30 mars 2007. Le jugement n'est pas rendu au 31 décembre 2007.

Aucune provision pour risque n'est comptabilisée à la clôture de l'exercice : Au 31 décembre 2007, le montant cumulé du risque maximal s'élève à 903 K€ hors intérêts de retard.

En date du 09 février 2007, sans aucune information préalable, l'ORGANIC, devenu Régime Social des Indépendants, a adressé à la SEMMARIS une mise en demeure lui imposant le paiement (avec pénalités et majorations de retard) de la contribution sociale de solidarité due au titre des années 2003 à 2006 incluses.

Compte tenu d'une décision explicite antérieure du RSI exonérant la SEMMARIS de cette contribution, la société a saisi le Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale. Le jugement rendu le 20 décembre 2007 fait droit à notre recours en précisant que la modification d'appréciation des textes par l'organisme social ne pouvait concerner que les cotisations à venir et ne saurait être rétroactive, le Tribunal a également prononcé la prescription de l'exercice 2003. Le RSI a formé appel de ce jugement le 18 janvier 2008 et une audience à la Cour d'Appel de Paris est inscrite pour le 17 décembre 2008.

Suivant le jugement du 20 décembre, la cotisation due au titre de l'exercice 2007 et exigible en mai 2008 a été comptabilisée (130 K€). Aucune provision n'est dotée pour les années antérieures dont la charge maximale, hors pénalités et intérêts de retard, serait de 466 K€ pour les années 2003 à 2006.

## 5-8 Comptes de régularisation

Les **charges constatées d'avance** s'élèvent à 1 223 145 € HT. Elles correspondent, par nature, aux éléments suivants :

Achats	90 722 € H.T.
Services extérieurs	1 095 725 € H.T.
Autres	36 698 € H.T.

Les **produits constatés d'avance** en fin d'exercice s'élèvent à 20 888 632 € HT. Ils correspondent, par nature, aux éléments indiqués ci-dessous, et concernent des prestations facturées mais non encore fournies à la date d'arrêté des comptes.

Figurent également sous cette rubrique les Droits de Première Accession étalés sur la durée de la concession (cf. note 3-8) :

Redevance d'occupation et charges (net des remises pour paiement par prélèvement automatique)	3 499 446 €
Droits de Première Accession	17 389 185 €

## 5-9 Créances et dettes

### a) Créances

Nature	Montants bruts	Degré d'exigibilité	
		Moins d'un an	Plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé</b>	<b>3 673 062</b>	<b>395 200</b>	<b>3 277 862</b>
- Créances rattachées à des participations	3 391 983	395 200	2 996 783
- Autres	281 079		281 079
<b>Créances de l'actif circulant<sup>(1)</sup></b>	<b>18 974 180</b>	<b>18 261 711</b>	<b>712 469</b>
- Comptes clients et comptes rattachés	13 277 003	13 238 245	38 758
- Autres	4 474 032	4 474 032	
- Charges constatées d'avance <sup>(2)</sup>	1 223 145	549 433	673 711
<b>Total</b>	<b>22 647 242</b>	<b>18 656 911</b>	<b>3 990 331</b>

(1) Dont entreprises liées : 1 240 795 € (Bureaux Rungis International).

(2) Dont assurances dommages-ouvrages : 815 766 €.

Les **produits à recevoir** en fin d'exercice se présentent comme suit :

- Clients produits non encore facturés	1 299 324 € TTC
--	-----------------

# Annexe au bilan et compte de résultat de l'exercice 2007

## b) Dettes

Nature	Montants bruts	Degré d'exigibilité		
		Moins d'un an	Plus d'un an	Plus de 5 ans
<b>Emprunts et dettes auprès des ets de crédit</b>	<b>34 322 439</b>	<b>6 442 026</b>	<b>19 671 774</b>	<b>8 208 639</b>
- Emprunt 1999 CCF	1 067 143	609 796	457 347	
- Emprunt 2002 CCF	4 500 000	1 000 000	3 500 000	
- Emprunt 1999 CA	1 582 568	889 628	692 940	
- Emprunt 2002 CA	2 480 948	524 960	1 955 989	
- Emprunt 1999 NATEXIS	489 728	296 836	192 893	
- Emprunt 2003 CA	6 647 609	800 002	3 526 028	2 321 579
- Emprunt 2003 SG	9 862 492	1 204 604	5 302 313	3 355 574
- Emprunt 2005 CA	3 793 820	468 071	2 044 264	1 281 485
- Emprunt 2005 NATEXIS	3 750 000	500 000	2 000 000	1 250 000
- Soldes créditeurs de banques	148 130	148 130		
<b>Autres dettes financières</b>	<b>12 863 613</b>	<b>267 374</b>	<b>280 116</b>	<b>12 316 123</b>
- Cautionnements reçus	12 293 832			12 293 832
- Avance d'actionnaire				
- Agence de l'eau	390 373	87 966	280 116	22 291
- Intérêts courus	7 143	7 143		
- SOGERIS et Divers	172 265	172 265		
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>	<b>11 287 184</b>	<b>11 287 184</b>		
<b>Dettes fiscales et sociales</b>	<b>8 579 863</b>	<b>7 929 837</b>		<b>650 026</b>
<b>Dettes sur immobilisations</b>	<b>6 663 637</b>	<b>6 663 637</b>		
<b>Autres dettes</b>	<b>1 618 725</b>	<b>1 618 725</b>		
<b>Produits constatés d'avance</b>	<b>20 888 632</b>	<b>2 431 657</b>	<b>2 914 259</b>	<b>15 542 715</b>
<b>Total</b>	<b>96 224 092</b>	<b>36 640 439</b>	<b>22 866 149</b>	<b>36 717 503</b>

Les dépôts et cautionnements versés par les clients figurent dans les dettes à plus de 5 ans pour un montant de 12 293 832 €.

Les emprunts à taux fixes s'élèvent à 24,76 M€, avec un taux moyen de 3,82 % l'an.

Les emprunts à taux variables s'élèvent à 9,81 M€. Ils sont indexés sur l'Euribor 3 mois avec des marges de + 0,10 à + 0,20%.

Sur ces emprunts à taux variables, 2,125 M€ font l'objet d'un contrat d'échange de taux qui assure un taux fixe de 4,40 % dans la limite d'une évolution de l'Euribor 3 mois au-delà de 5,50 %.

Les **charges à payer**, 6 131 654 € TTC, en fin d'exercice se présentent comme suit :

- Fournisseurs - Factures non parvenues	3 407 220 €
dont fournisseurs d'immobilisations	1 793 611 €
- Personnel - Dettes pour congés payés et divers	2 039 282 €
dont réserve spéciale de participation	650 026 €
- Organismes sociaux	621 642 €
- Autres	63 510 €

## 5-10 Engagement de crédit-bail

Les opérations de crédit-bail sont récapitulées sur le tableau ci-après.

Postes du bilan	Valeur des biens à la signature des contrats	Redevances payées		Redevance restant à payer			Dotations aux amortissements équivalents		Valeur résiduelle
		Au cours de l'exercice	Cumulées au 31/12/2007	A moins d'un an	A plus d'un an	A plus de 5 ans	de l'exercice	Cumulées au 31/12/2007	
<b>Entrepôt AB</b>									
Tranche 1	1 814 125	229 056	3 664 892	0	0	0	113 635	1 814 125	0
Tranche 2	1 676 938	213 052	3 356 172	0	0	0	106 685	1 676 938	0
<b>Sous-total</b>	<b>3 491 063</b>	<b>442 108</b>	<b>7 021 064</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>220 319</b>	<b>3 491 062</b>	<b>0</b>
<b>Totaux</b>	<b>3 491 063</b>	<b>442 108</b>	<b>7 021 064</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>220 319</b>	<b>3 491 062</b>	<b>0</b>

## 6] Compléments d'information relatifs au compte de résultat

### 6-1 Effectifs

La situation de l'effectif en fin d'exercice se présente comme suit :

	Cadres et assimilés		Agents de maîtrise		Employés		Fonctionnaires détachés		Total	
	C.D.I	C.D.D	C.D.I	C.D.D	C.D.I	C.D.D	C.D.I	C.D.D	C.D.I	C.D.D
<b>Situation au 01.01.2007</b>	<b>97</b>		<b>77</b>	<b>2</b>	<b>34</b>	<b>1</b>	<b>4</b>		<b>212</b>	<b>3</b>
<b>Entrées</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>1</b>		<b>9</b>	<b>26</b>	<b>1</b>		<b>14</b>	<b>27</b>
Embauches	3	1			9	26	1		13	27
Mutations			1						1	
<b>Sorties</b>	<b>6</b>	<b>1</b>		<b>1</b>	<b>10</b>	<b>26</b>	<b>2</b>		<b>18</b>	<b>28</b>
Démissions	1				2				3	
Mutations					1				1	
Licenciements	2				5				7	
Fin de C.D.D.		1				26				27
Autres départs	1			1	2				3	1
Départs en retraite	2						2		4	
<b>Situation au 31.12.2007</b>	<b>94</b>		<b>78</b>	<b>1</b>	<b>33</b>	<b>1</b>	<b>3</b>		<b>208</b>	<b>2</b>

### 6-2 Montant global des dix meilleures rémunérations

Le montant global des rémunérations versées aux 10 personnes les mieux rémunérées au cours de l'année 2007 s'élève à 1 124 674 €.

# Annexe au bilan et compte de résultat de l'exercice 2007

## 6-3 Détails des produits d'exploitation

(en k€)

Nature des produits	Exercice 2007	Exercice 2006	Variation 2007/2006 %	Exercice 2005
<b>Produits proportionnels</b>				
<b>■ Péages</b>				
- Produits des péages à la monnaie	4 308,2	4 236,8	1,7	4 220,9
- Abonnements	5 229,4	5 117,5	2,2	5 071,3
- Supports	131,7	123,5	6,6	129,2
<b>■ Redevances aux tonnages</b>				
- Viande	30,1	26,6	13,2	27,4
- Volaille	1 292,1	1 184,7	9,1	1 268,5
- Redevances carreau banal	307,1	287,2	6,9	281,8
- Redevance de transit	256,0	346,8	- 26,2	183,0
- Ventes d'eau	2 611,9	2 912,0	- 10,3	3 483,9
- Location de salles	49,5	32,3	53,3	32,5
<b>Produits ordinaires</b>				
- Redevances d'occupation indexées	11 485,5	10 310,6	11,4	10 284,0
- Redevances d'occupation homologuées	32 359,2	31 575,3	2,5	30 265,5
- Droits de Première Accession étalés	660,3	629,2	4,9	592,2
<b>Redevances sur services concédés</b>	<b>1 556,5</b>	<b>1 474,9</b>	<b>5,5</b>	<b>1 403,6</b>
(Kiosques, Parkings, Quais, Frigos et Point E)				
<b>Produits sur charges récupérables</b>	<b>20 053,0</b>	<b>19 145,3</b>	<b>4,7</b>	<b>17 876,0</b>
(Chauffage, Climat. et Charges générales)				
<b>Produits divers</b>	<b>153,0</b>	<b>171,4</b>	<b>- 10,7</b>	<b>121,8</b>
(Ventes diverses)				
<b>Autres produits des activités annexes</b>				
Saisies, locations matériel, honoraires, travaux et divers	1 174,2	723,4	62,3	783,2
Honoraires RUNGIS INGÉNIERIE	132,8	7,0	1 797,1	151,5
<b>Remise pour prélèvements automatiques</b>	<b>- 1 156,2</b>	<b>- 1 089,5</b>	<b>6,1</b>	<b>- 1 020,6</b>
<b>Total chiffre d'affaires</b>	<b>80 634,3</b>	<b>77 215,0</b>	<b>4,4</b>	<b>75 155,7</b>
<b>Reprises de provisions et amortissements</b>				
Dont créances clients	229,8	405,0	- 43,3	105,6
<b>Transferts de charges</b>	<b>315,6</b>	<b>390,9</b>	<b>- 19,3</b>	<b>539,2</b>
Dont remboursements de sinistres	132,8	175,6	- 24,4	163,3
<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>44,0</b>	<b>42,0</b>	<b>4,8</b>	<b>40,7</b>
<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>82 208,7</b>	<b>78 052,9</b>	<b>5,3</b>	<b>75 841,2</b>

## 6-4 Détails des biens et services consommés

(en k€)

Nature des charges	Exercice 2007	Exercice 2006	Variation 2007/2006 %	Exercice 2005
<b>Autres approvisionnements</b>				
- Travaux pour compte de tiers refacturés	611,2	258,5	136,5	679,5
<b>Achats non stockés de matières premières</b>				
- Electricité	2 471,6	2 233,9	10,6	1 896,2
- Eau	1 800,1	2 202,4	- 18,3	2 174,7
- Combustibles	2 006,5	2 141,3	- 6,3	2 277,7
- Autres	334,2	300,3	11,3	371,6
<b>Sous-total achats non stockés</b>	<b>6 612,4</b>	<b>6 877,9</b>	<b>- 3,9</b>	<b>6 720,2</b>
<b>Personnel extérieur</b>				
- Intérimaires	118,3	55,3	113,9	20,5
- Gardiennage	888,7	876,1	1,4	860,4
- Autres	4,0	3,0	34,3	2,0
<b>Sous-total personnel extérieur</b>	<b>1 011,0</b>	<b>934,4</b>	<b>8,2</b>	<b>882,9</b>
<b>Loyers de crédit-bail</b>	<b>254,4</b>	<b>571,2</b>	<b>- 55,5</b>	<b>640,1</b>
<b>Autres biens et services consommés</b>				
- Nettoyement et entretien général du Marché	12 353,0	11 931,8	3,5	10 974,2
- Locations	3 069,0	2 902,4	5,7	2 938,7
- Entretien, réparations, maintenance et travaux	6 939,1	6 797,6	2,1	7 406,8
- Primes d'assurances	1 650,2	1 840,6	- 10,3	2 343,6
- Honoraires	2 307,6	2 064,9	11,8	1 976,6
- Promotion du Marché	1 275,0	1 623,6	- 21,5	1 429,9
- Charges sur sinistres	145,3	286,8	- 49,3	188,8
- Autres	1 339,9	780,4	71,7	820,5
<b>Sous-total autres biens et services consommés</b>	<b>29 079,1</b>	<b>28 228,1</b>	<b>3,0</b>	<b>28 079,1</b>
<b>Total autres biens et services consommés</b>	<b>37 568,1</b>	<b>36 870,1</b>	<b>1,9</b>	<b>37 001,8</b>

## 6-5 Charges et produits exceptionnels

### a) Charges :

<b>Sur opération de gestion</b>	<b>484 K€</b>
Dont rachats de DPA (secteurs F & L, Marée)	483 K€
<b>Sur opérations en capital</b>	<b>3 148 K€</b>
Valeur des éléments d'actif cédés ou détruits	501 K€
Dont installations PA	173 K€
Dont quais ferroviaires	206 K€
Autres	2 647 K€
Dont sinistre résine marée	2 099 K€
Dont litiges fournisseurs	541 K€

# Annexe au bilan et compte de résultat de l'exercice 2007

## b) Produits :

<b>Sur opération de gestion</b>	<b>2 284 K€</b>
Dont rachats de DPA (cf. note 3-8)	2 048 K€
(E3 = 318 K€, A4 = 331 K€, B2 = 244 K€, D6b = 238 K€, C1 = 203 K€, E4 = 177 K€, B1a = 158 K€)	
Dont sanctions aux usagers	188 K€
Rentrées sur créances amorties	42 K€
<b>Sur opérations en capital (cessions d'immobilisations)</b>	<b>17 K€</b>
<b>Autres</b>	<b>2 968 K€</b>
Indemnités diverses (pénalités fournisseurs)	156 K€
Ouverture capital (cf. note 1)	2 631 K€
<b>Reprises de provisions</b>	<b>382 K€</b>
Dont litiges fournisseurs réglés	301 K€
<b>Transferts de charges</b>	<b>2 127 K€</b>
Sinistre résine marée (cf. note 1)	2 127 K€

## 6-6 Impôt sur les sociétés

Après déductions et réintégrations des éléments comptables non fiscalisés, le résultat net fiscal de l'exercice s'élève à 12,599 M€. La ventilation des bases et de l'impôt entre la partie imputable au résultat courant et aux éléments exceptionnels se présente comme suit :

	<b>Courant</b>	<b>Exceptionnel</b>
Résultat comptable avant impôt	7 712 047	3 933 372
Réintégrations	238 582	1 642 888
Déductions	258 540	669 844
<b>Résultat imposable</b>	<b>7 692 090</b>	<b>4 906 416</b>
Impôt	2 633 270	1 910 286

L'étalement comptable des Droits de Première Accession fiscalisés lors de leur facturation jusqu'en 2002 (cf. note 3-8 ci-dessus) se traduit par un impôt payé d'avance, non comptabilisé. Au taux actuel d'imposition ce crédit qui sera récupéré au fur et à mesure des réintégrations comptables au chiffre d'affaires des exercices à venir, s'élève à 2,33 M€.

## 6-7 Engagements hors bilan

### a) Engagements reçus

- Cautions bancaires des concessionnaires	3 313 K€
- Cautionnements bancaires des fournisseurs	6 020 K€

### b) Engagements donnés

- Participation au GIE des MIN	p.m.
- Commandes en cours aux fournisseurs sur immobilisations	6 902 K€
- Participation aux travaux de mise aux normes de l'UIOM (part SEMMARIS des annuités d'emprunts souscrits par le SIEVD au titre des travaux de mise en conformité de l'usine d'incinération)	9 357 K€
- Caution bancaire au Trésor public (litige taxe professionnelle)	209 K€



### **6-8 Engagements en matière de retraite**

Aucun engagement, notamment en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées, n'a été contracté au profit des dirigeants ou des organes d'administration.

Les engagements en matière d'indemnités de fin de carrière à verser aux salariés partant à la retraite, font l'objet d'un contrat spécifique avec un organisme extérieur de gestion collective.

Le solde du fonds collectif s'élève à 489 K€ au 31 décembre 2007 et couvre la totalité de nos engagements sociaux différés, charges sociales comprises. Au titre de l'exercice, la charge a été de 21 K€.

### **6-9 Droit individuel à la formation**

Au 31 décembre 2007, le capital temps de formation acquis par les salariés de l'entreprise au titre du D.I.F., institué par la Loi 2004-391 du 04 mars 2004, s'élève à 13 420 heures. Aucune demande de formation sur ce crédit n'a été enregistrée.

# Rapport général des Commissaires aux Comptes

Exercice clos le 31 décembre 2007

## **KPMG Audit**

*Commissaire aux Comptes*

1, cours Valmy  
92923 Paris La Défense Cedex

## **JEAN-PIERRE TOMSIN**

*Commissaire aux Comptes*

38-40, rue du 27 Août 1944  
77403 Lagny-sur-Marne

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la SEMMARIS, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### **1] Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêt des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### **2] Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note 3 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux immobilisations du domaine concédé, aux amortissements de caducité, aux subventions d'investissement et aux droits de première accession.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### **3] Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris La Défense et Lagny-sur-Marne, le 10 avril 2008

**Les Commissaires aux Comptes**

**KPMG Audit**

*Département de KPMG S.A.*

**Philippe ARNAUD**

*Associé*

**Jean Pierre TOMSIN**



**SEMMARIS**

1, rue de la Tour - BP 40316 - 94152 Rungis Cedex  
[www.rungisinternational.com](http://www.rungisinternational.com)